CINQUIÈME PARTIE

LA THÉORIE DE L'INTÉRÊT OU DU CAPITAL

FONDÉE SUR LA MONNAIE FRANCHE

1. Robinsonade, en guise de pierre de touche pour la présente théorie.

Afin de vérifier la présente théorie, et pour en faciliter la compréhension au lecteur qu'obsèdent des préjugés très anciens, commençons par la robinsonade que voici (1).

Ainsi qu'on le sait, Robinson, par souci d'hygiène, construisit sa demeure sur le versant méridional de la montagne, tandis que ses moissons croissaient sur le versant septentrional plus humide et partant plus fertile. C'est ce qui l'obligeait à transporter ses récoltes pardessus la montagne. Pour éviter ce labeur, il décida de creuser un canal contournant la hauteur. Pour les trois ans qu'allait durer cette entreprise, il devait se pourvoir de provisions.

Il tua des porcs, sala les viandes, creusa un silo qu'il remplit de blé et referma soigneusement. Il tanna des peaux de cerfs et s'en confectionna des vêtements qu'il serra dans un coffre préalablement semé de glandes de mouffette, en guise de chasse-mites.

Bref, il pourvut largement aux besoins, et, selon ses estimations, fort abondamment pour les trois années à venir.

Tandis qu'il procédait à un dernier calcul, afin de vérifier si son « capital » suffirait à l'entreprise qu'il projetait, il vit venir à lui un homme.

Hé ! criait l'étranger, le naufrage de mon bateau me force d'aborder ici. Ne pourrais-tu me prêter des provisions jusqu'au jour où j'aurai défriché un champ et rentré la première récolte ?

Avec quelle rapidité la pensée de Robinson vola, à ces mots, de ses réserves à l'intérêt et à la splendeur de la vie de rentier. Il s'empressa d'acquiescer.

Charmant ! s'exclama l'étranger. Mais je tiens à te prévenir : des intérêts, je n'en paie pas ; sinon je préfère me nourrir de chasse et de pêche. Ma religion m'interdit tout autant de payer de l'intérêt que d'en exiger.

(1) Pour abréger, nous laisserons le marché d'emprunt décrit ici se conclure sans le jeu de la concurrence. Si nous laissions jouer celle-ci de manière qu'à un emprunteur (l'étranger, dans ce récit) se présentent plusieurs prêteurs (plusieurs Robinsons), les conditions de l'emprunt seraient encore beaucoup plus avantageuses à l'emprunteur. Nous supposons aussi que les parties contractantes admettent les principes du sol franc, car leur rejet, dans les circonstances décrites, mènerait au conflit et à la rapine, et non à un contrat.

R. : Tu as là une religion magnifique. Mais qu'est-ce qui te fait croire que je vais te prêter une part de mes provisions si tu ne me paies pas d'intérêt ?

E. : Ton égoïsme, Robinson ; en te basant sur ton intérêt bien compris; car tu y gagnes, et pas mal.

R. : Ça, l'étranger, tu devrais d'abord me le prouver. J'avoue que je ne vois pas l'avantage que j'aurais à te prêter gratuitement mes provisions.

E. : Bien. Je me charge de te le démontrer ; et si tu sais vérifier le compte, tu me prêteras sans intérêts, et tu me remercieras par-dessus le marché. Ce dont j'ai le plus pressant besoin, c'est de vêtements car, tu le vois, je suis nu. As-tu des provisions de vêtements ?

R. : Cette caisse-là en est pleine à craquer.

E. : Mais, Robinson, vraiment, je te croyais plus prévoyant. A-t-on idée d'enfermer pour trois ans des vêtements dans une caisse ! La peau de cerf, mais, c'est la nourriture de prédilection des mites. D'ailleurs, ces vêtements doivent être continuellement aérés et enduits de graisse, sans quoi ils vont se racornir.

R. : Tu as raison. Mais comment pourrais-je faire autrement ? Ils ne sont pas mieux préservés dans la penderie ; au contraire, là les souris et les rats viennent à la rescousse des mites.

E. : La belle affaire. Les rats pénétreront tout aussi bien dans le coffre. Regarde, ils ont déjà rongé en cet endroit.

R. : En effet ! On ne sait vraiment pas comment s'en délivrer.

E. : Tu ne sais comment te défendre contre les souris et tu dis que tu as appris à compter ? Je vais te dire comment les gens de chez nous qui sont dans ta situation se défendent contre rats, mites, souris, contre les voleurs, contre le racornissement, l'effritement, la moisissure. *Prête-moi ces vêtements* et je m'engage à t'en faire de nouveaux dès que tu en auras besoin. De la sorte, tu recevras autant de vêtements que tu m'en auras prêtés ; et ces vêtements seront même, parce que neufs, beaucoup meilleurs que ceux que tu retirerais plus tard de cette caisse. Et de plus, ils ne pueront pas la moufette. Veux-tu me les prêter ?

R. : Oui, étranger, je veux bien te céder la caisse, car je vois *qu'il m'est avantageux de te prêter les vêtements même sans intérêts* (1).

(1) Aussi évident que soit ce fait, il n'est pas moins vrai que jusqu'ici aucun théoricien de l'intérêt n'a remarqué cet avantage. *Proudhon* lui-même ne le vit pas.

E. : Maintenant, montre-moi donc ton froment. J'en ai besoin autant pour semer que pour cuire.

R. : Je l'ai enterré là-bas sur la colline.

E. : Tu as enfoui ton froment dans la terre pour trois ans ? Et la vermine ? Et les larves ?

R. : Je sais bien. Mais que faire ? J'ai examiné le problème sous toutes ses faces, et je n'ai pas trouvé de meilleur moyen de conservation.

E. : Mais penche-toi donc ! Vois-tu les beaux petits scarabées qui se promènent à la surface ? Vois-tu comme les vers ont déjà commencé à moudre ton grain. Vois-tu cette moisissure qui se répand ? Il est plus que temps de retirer ton froment et de l'aérer.

R. : Il y a de quoi désespérer de ce capital ! Ah ! si seulement je connaissais le moyen de me défendre contre ces mille forces de destruction de la nature !

E. : Je vais te dire Robinson, comment on s'y prend chez nous. On construit une grange bien sèche et aérée, et on étend le froment sur un bon plancher. Et toutes les trois semaines, régulièrement, on aère soigneusement le froment en retournant le tout à la pelle. Et puis, nous tenons quelques chats, nous disposons des pièges pour faire la guerre aux souris, nous assurons le tout contre l'incendie et ainsi fait nous calculons que la perte annuelle ne dépasse guère 10 %.

R. : Mais quel travail et quels frais !

E. : Ces travaux et ces frais t'épouvantent ? Alors écoute comment t'y prendre. Prête-moi tes provisions et je te réglerai cette fourniture avec du froment frais de mes moissons et bien entendu kilo pour kilo, sac pour sac. Ainsi tu t'épargneras la peine de bâtir une grange, de tenir des chats ; tu n'auras pas de perte au poids ; et au lieu de vieux grain tu auras du pain toujours frais et succulent. Ça te va ?

R. : C'est avec la plus grande joie que j'accepte.

E. : Donc, tu me prêtes le froment sans intérêts ?

R. : Evidemment, sans intérêts et avec mes plus vifs remerciements.

E. : Je ne puis utiliser qu'une partie; je ne désire pas t'emprunter toute la réserve.

R. : Et si je t'offrais toute la réserve en stipulant que contre dix sacs, tu ne m'en doives que neuf ?

E. : Non, je te remercie. Cela aussi s'appelle de l'usure — à la vérité, non de l'intérêt positif, mais de l'intérêt négatif, — à la place du bailleur, c'est le preneur qui serait le capitaliste. Mes convictions condamnent l'usure, y compris l'intérêt inversé. Mais je t'offre de

prendre sous ma garde ta provision de froment, de bâtir une grange et de m'occuper de tout le nécessaire. Dans ce cas tu me payerais deux sacs pour dix, en guise de salaire. D'accord ?

R. : Cela m'est égal de comptabiliser ta rétribution sous rubrique « Intérêts » ou « Salaires ». Pour dix sacs tu m'en rendras huit. Convenu.

E. : Mais j'ai encore besoin d'autre chose : d'une charrue, d'un chariot et d'outils. Me prêteras-tu sans intérêts le tout ? Je m'engage à restituer tout dans le même état : pour une bêche neuve une bêche neuve, pour une chaîne neuve, une chaîne sans rouille.

R. : J'y étais assurément préparé. Toutes ces choses ne me donnent en effet que du travail. Il y a quelques jours, la rivière a débordé, inondant la grange et couvrant tout de boue. Ensuite la tempête a fait rage, elle a crevé le toit et la pluie a tout gâté. Actuellement le temps est sec, et le vent chasse la poussière et le sable dans la grange. La rouille, la putréfaction, le bris, la sécheresse, la lumière, l'obscurité, la vermine, les termites, tout travaille sans relâche. Heureusement qu'il n'y a pas de brigands ni d'incendiaires. Combien je me réjouis de pouvoir désormais conserver ces biens pour l'avenir, en bon état et sans travail, grâce au prêt.

E. : Donc, tu reconnais maintenant l'avantage que tu trouves à me prêter tes biens *sans intérêts* (1) ?

R. : Je le reconnais franchement. Mais je me demande alors pourquoi dans mon pays les prêteurs obtiennent de l'intérêt ?

E. : La cause tu dois la chercher *dans l'argent*. C'est lui qui rend possible d'imposer de telles conditions.

R. : Quoi ? C'est dans l'argent que se trouverait la source de l'intérêt ? Mais ce n'est pas possible. Ecoute ce que Marx dit de l'argent et de l'intérêt : « La force du travail est la source de l'intérêt (plus-value). L'intérêt, qui fait de l'argent un capital, ne peut provenir de l'argent. S'il est vrai que l'argent est un moyen d'échange, alors il ne fait rien d'autre que payer le prix des marchandises qu'il achète. Si de ce fait il ne change pas, il n'augmente pas de valeur. Donc, l'intérêt (la plus-value) doit provenir des marchandises achetées, que l'on

(1) *Knut Wicksell* : Wert, Kapital und Rente, p. 83 :
« Cependant, *Boehm-Bawerk* prétend que les biens présents valent au moins, les biens futurs ; car *si l'on veut en user plus tard, ils peuvent être conservés*. Voilà certes une grosse exagération. *Boehm-Bawerk* mentionne, il est vrai, comme exception à cette règle, les biens périssables, comme la glace et les fruits. C'est, dans une mesure plus ou moins grande, le cas de toutes les denrées alimentaires sans exception. Disons plutôt qu'il n'est, en dehors peut-être des pierreries et des métaux nobles, aucun bien dont la conservation en vue de l'avenir n'exige quelque peine, quelque sollicitude, et que tous les biens sans exception sont susceptibles de périr dans des catastrophes, comme l'incendie par exemple ».
Pour l'or, les titres, les pierreries, il existe dans les banques des salles de coffres-forts à l'usage privé. Mais il faut payer la location, et le « bien présent » le cède au moins d'autant « au bien futur ».

revendra plus cher. Ce changement ne peut s'occasionner ni à la vente ni à l'achat ; dans ces deux transactions ce sont des équivalents qui sont échangés. Une seule hypothèse reste donc : que le changement se produit par l'usage que l'on fait des biens après l'achat et avant leur revente. » (Marx : Le Capital, chapitre VI.)

E. : Il y a combien de temps que tu vis sur cette île ?

R. : Trente ans.

E. : Ça se voit. Tu t'en rapportes encore à la théorie de la valeur. Ah ! mon vieux Robinson, cette affaire-là est liquidée. La théorie de la valeur est morte. Il n'est plus personne pour la défendre.

R. : Quoi ? Tu viendrais dire que la *théorie marxiste* de l'intérêt est morte ? Ce n'est pas vrai. Si plus personne ne se présente pour la défendre, moi, je m'en chargerai.

E. : Très bien. Alors, ne la défends pas avec des mots, mais par des actes. Défends-toi si tu le veux, contre moi. Moi, je fais table rase de notre transaction de tout à l'heure. Tu disposes ici, dans tes provisions, de tout ce qui, par nature et par définition, représente la forme la plus pure de ce que l'on a coutume d'appeler « le capital ». Vas-y ; présente-toi à moi en tant que capitaliste. J'ai besoin de toi. Jamais travailleur ne s'est présenté plus nu devant un patron, que je le suis devant toi. Jamais le vrai rapport entre prêteur de capitaux et emprunteur n'est apparu sous un jour plus clair qu'entre nous deux. Maintenant, essaye de me soutirer de l'intérêt. Si nous reprenions la discussion depuis le début ?

R. : Ah ! non merci, les rats, les souris, la rouille ont rongé ma force de capitaliste. Mais, dis-moi, comment expliques-tu la chose ?

E. : L'explication est simple. S'il existait sur cette île une organisation économique faisant usage d'argent, et si moi, naufragé, j'avais besoin d'un prêt, je devrais dans ce cas m'adresser à un prêteur d'argent, pour acheter ensuite ce que tu viens de me prêter sans intérêts. Mais ce prêteur d'argent que n'inquiètent ni les rats, ni les mites, ni la rouille, ni l'incendie, ni les dégâts d'un toit, n'est pas pressé. Je ne puis l'aborder de la façon dont je me suis adressé à toi. Une perte est la rançon de toute possession de marchandises ... (Eh ! vois le chien qui traîne tes ... ou plutôt mes peaux de cerfs.) Cette perte, donc, n'atteint que celui qui doit conserver les marchandises, et non celui qui prête de l'argent. Le prêteur d'argent ignore, lui, ces soucis ; et les arguments qui t'ont ébranlé, le laissent froid. Tu n'as pas fermé le coffre aux fourrures lorsque je t'ai refusé tout payement d'intérêt. La nature du capital t'engageait à poursuivre la discussion. *Le capitaliste d'argent, lui, me claque au nez la porte de son coffre-fort, lorsque je lui annonce que je ne paie pas d'intérêts.* D'ailleurs ce n'est pas de l'argent que j'ai besoin, mais bien des fourrures, que je devrais acheter avec cet argent. Les

fourrures, tu me les vends sans intérêts : *l'argent nécessaire, je dois le rendre.*

R. : De la sorte, il faudrait rechercher l'origine de l'intérêt dans l'argent, et Marx aurait eu tort ?

E. : Il se trompait tout à fait. Il sous-estimait l'importance de l'argent, ce grand nerf de toute l'économie ; dès lors il n'est pas surprenant qu'il se soit trompé dans d'autres questions fondamentales.

R. : La vie réelle ne confirme pas les théories de Marx. Nos tractations au sujet du prêt me l'ont prouvé. Le banquier ne peut fermer son coffre au nez de celui qui lui refuse de l'intérêt, que parce qu'il ignore les soucis qui affligent le détenteur de marchandises : cette puissance, il la tire de la supériorité de l'argent (le vrai capital) sur les marchandises. Voilà le nœud.

E. : Tout de même, quelle force de suggestion ont les souris, les rats et la rouille. Quelques heures d'économie pratique nous ont appris plus que des années d'étude dans les grimoires d'économie politique.

2. L'intérêt fondamental.

L'intérêt, tel que nous le dépeignent ses théoriciens, tant classiques que marxistes, serait le corollaire de la propriété personnelle des moyens de production. « Celui qui rejette le collectivisme, le communisme, et veut la liberté économique, doit accepter un système économique basé sur l'intérêt (le capitalisme). » Ainsi parlent tous ceux qui jusqu'ici, ont étudié le jeu de l'intérêt. Dès lors, qu'importent les jugements, d'ailleurs très divergents, de l'éthique ? Ce sont des considérations accessoires, peu susceptibles d'éclairer le problème. Qu'il s'agisse comme le prétendent les socialistes, d'une extorsion, d'un abus de pouvoir économique, d'une offense à la morale, ou qu'il s'agisse, comme le prétendent au contraire les économistes bourgeois, de la juste récompense des vertus économiques d'ordre, de persévérance et d'épargne, cela est relativement égal à celui dont doivent venir les intérêts, au non-possédant, au prolétaire.

Conformément à leurs vues susdites, les marxistes doivent chercher la source de l'intérêt (de la plus-value) dans l'usine, et en général, dans ce qui sépare l'ouvrier de l'instrument de production ; et ils croient effectivement l'avoir là découverte. Or nous allons voir maintenant que l'intérêt n'a aucun rapport avec la propriété privée des moyens de production, que l'intérêt existe aussi là où il n'y a et où il n'exista jamais de masse non possédante (de prolétariat) ; et que l'épargne, l'ordre, la persévérance et l'habileté n'ont jamais eu d'influence péremptoire sur l'intérêt. A l'encontre de cette théorie du capital, nous montrerons que la source de l'intérêt, c'est l'antique

forme de monnaie que nous ont léguée les Chaldéens, les Hébreux, les Grecs et les Romains, avec sa supériorité matérielle ou conférée par la loi.

Il est du reste frappant de constater que Marx (1) aborde l'étude de l'intérêt en même temps que celle de l'argent. Cet excellent départ ne lui a pas épargné la mauvaise fortune de se tromper d'hypothèse (en dépit des avertissements de Proudhon). Comme le premier venu d'entre les bourgeois apologistes de l'intérêt, il traita l'argent et la marchandise en équivalents (2).

Cette fâcheuse méprise mit Marx dès le début sur une fausse piste.

Marx ne trouve rien à reprocher à l'argent. Tel que nous l'ont légué les Babyloniens et les Hébreux, les Grecs et les Romains, l'argent est, selon lui, un moyen d'échange parfait ; il aurait dès le début, rempli brillamment ses fonctions. Qu'importe à Marx, que durant le moyen âge, les échanges et la division du travail n'aient pu se développer faute de moyens de paiement ; que l'interdiction prononcée par les papes contre l'intérêt ait freiné l'essor d'un système économique basé sur l'argent ; que cette interdiction ne signifie en fait rien d'autre qu'une tentative violente de réaliser précisément cette équivalence de l'argent et des marchandises que Marx, lui, suppose déjà existante. Rien de tout cela ne devait le troubler dans son jugement sur la monnaie, cet instrument d'échanges irréprochable, cet « équivalent » accompli. Il est évident que Marx ne connaît aucune puissance spécialement fondée sur l'argent. L'exploitation du peuple par l'Internationale de l'or, par les spéculateurs de la Bourse ou par les usuriers, les rapines financières, tout cela n'existe pas. Des attrappe-nigauds, oui. Le larron de la finance emploie la ruse, et non la force. Ce n'est qu'un voleur. La rapine présuppose la force ; et la force, ce ne sont pas les financiers, ce ne sont pas les rois de la Bourse qui la détiennent, mais ceux qui possèdent les moyens de production. Bref, l'argent et la marchandise toujours et partout, sont des « équivalents ». Peu importe que celui qui détient l'argent achète en tant que commerçant ou en tant que consommateur. Voici exactement les paroles de Marx : « D'ailleurs, le fait que l'or et

(1) Si je consacre les développements suivants aux infirmités du *marxisme*, c'est que, des théories socialistes, seule celle de Marx a survécu, qu'elle prévaut encore dans les luttes politiques d'aujourd'hui, et qu'elle constitue maintenant un ferment de discorde dans le prolétariat, ainsi que l'ont prouvé, en 1918, les deux groupes du parti social-démocrate allemand. Tout en se réclamant chacun de la vraie foi marxiste, ils échangeaient des mines et des grenades.

(2) On qualifie « d'équivalents » deux objets n'ayant aucun privilège l'un par rapport à l'autre, et qui peuvent s'échanger l'un contre l'autre sans profit. Par exemple, si un usurier, un épargnant ou un thésauriseur se demande ce qu'il conserverait, des marchandises ou de l'argent, et s'il se dit régulièrement que, pour le but qu'il poursuit, le choix est indifférent. dans ce cas un mark d'or et un mark de marchandises sont équivalents. Mais si l'épargnant ou le spéculateur se dit que pour ses desseins, un mark d'or convient mieux qu'un mark de marchandises, en ce cas, il ne reste absolument rien de l'« équivalence » de Marx.

l'argent ne sont pas nécessairement une monnaie, mais que la monnaie est, de par sa nature, de l'or ou de l'argent, prouve l'harmonie des propriétés physiques de la monnaie avec ses fonctions d'instrument d'échange ».

« Dies Kind, kein Engel ist so rein,
Lasst's eurer Huld empfohlen sein ! »

Ces dithyrambes sur l'or et l'étalon-or, ont complètement détourné de la monnaie l'attention du prolétariat, et ont placé sous la protection directe des classes déshéritées les requins de la finance, les coulissiers véreux et tous les spéculateurs. Voilà l'origine de cette tragi-comédie qui nous montre, de par le monde entier, la garde rouge en faction devant le temple de Mammon.

De fait, dans la propagande électorale et la presse social-démocrates, les mots « intérêts » et « argent » ne sont pas employés une seule fois.

Chose encore plus remarquable : Marx voit dans la règle qu'il a lui-même formulée du processus du troc (A.M.A'. = Argent, Marchandises, Argent accru) une contradiction avec l'équivalence, et promet d'ailleurs d'expliquer plus loin cette contradiction par une longue *chaîne* d'intermédiaires.

Cette « longue chaîne », c'est le processus de la production, et bien entendu, cette chaîne commence et finit dans la fabrique. Le patron n'est pas un exploiteur parmi bien d'autres, mais l'Exploiteur. L'exploitation se commet exclusivement à la caisse des salaires. Pour expliquer la contradiction découverte par Marx dans sa formule A.M.A'., nous n'aurons pas besoin de cette chaîne d'intermédiaires. Nous allons jeter l'hameçon et retirer directement l'intérêt de son élément ; chacun le reconnaîtra. Cette force qui appartient à la formule des échanges A. M. A'., nous allons la découvrir immédiatement dans le processus de l'échange. Nous montrerons que l'argent, sous la forme où nous l'avons inconsidérément accepté des anciens, n'est pas un « équivalent », et ne peut agir autrement que selon la formule A.M.A'.; *et que tout peuple adoptant cette monnaie dans le but de favoriser la division du travail et les échanges, devait, sans espoir de salut, tomber dans l'économie d'usure, le capitalisme.*

La force qui fait circuler l'argent selon la formule A.M.A'., et qui confère à l'argent la qualité de capital, s'appuie sur les faits suivants :

1. L'argent est l'instrument indispensable d'une division du travail avancée.

2. L'argent traditionnel (les pièces et les billets) peut être retiré du marché librement et sans que la rétention entraîne de frais notables ; tandis que les producteurs, les travailleurs, auxquels l'argent est indis-

pensable comme instrument des échanges, et qui essuient des pertes (1) de plus en plus considérables lorsqu'ils sont contraints de garder par devers eux leurs produits, *maintiennent une demande pressante d'argent.*

3. Cet état de choses met le marchand en mesure d'extorquer au détenteur de marchandises une bonification spéciale, sous la menace de retarder arbitrairement ou même d'empêcher, par la rétention monétaire, l'échange des produits.

4. L'ensemble de ces bonifications constitue l'intérêt, qui, comme le prouve l'expérience plusieurs fois millénaire, atteint le taux annuel de 4 à 5 %.

Cette bonification spéciale, à distinguer nettement du bénéfice commercial (2), l'acheteur n'est pas en mesure de l'exiger s'il achète pour ses besoins personnels (en tant que consommateur) ; en effet, dans ce cas le détenteur d'argent a un besoin aussi pressant d'acheter, que le producteur, de vendre. Seul le commerçant qui agit comme possesseur d'argent, est en mesure d'exiger cette bonification ; car il est l'homme qui acquiert les marchandises commercialement en vue de les revendre commercialement ; l'homme qui peut à son gré acheter les marchandises ou se passer de les prendre sans que cette abstention lui coûte aucune privation, bref l'homme qui achète un bateau de froment, quoiqu'il ne puisse en consommer personnellement qu'un sac. Il est vrai que le commerçant a besoin de faire des bénéfices, et qu'il ne pourra pas en réaliser s'il n'achète pas. Toutefois les achats du com-

(1) Toutes les marchandises se détériorent, certaines moins vite que les autres, il est vrai, mais elles s'altèrent toutes. (Les pierreries, les perles et quelques métaux nobles constituent une exception négligeable). La préservation des biens ne peut que ralentir leur détérioration, mais non l'empêcher. La rouille, la putréfaction, le bris, l'humidité, la sécheresse, la chaleur, le froid, les vers, les mites, les mouches, les scarabées, les termites, le feu, etc. s'emploient sans relâche à anéantir les marchandises. Si un propriétaire ferme sa maison pendant un an, il peut certainement amortir son capital de 10 à 20 % pour la détérioration ; à cela viennent s'ajouter les impôts et le loyer. Si le teneur d'argent ferme son coffre, il n'a, lui, aucune perte à enregistrer. C'est tellement vrai que le trésor de métal jaune découvert dans les ruines de Troie n'avait pas sensiblement perdu de son poids et valait à la Reichsbank, 2790 marks le kilo.

A ce propos, on cite souvent le *vin*, qui s'améliore au cellier, et semble ainsi faire exception à la loi de la détérioration par l'attente. Le cas du vin ainsi que de quelques autres produits, n'est pas celui de produits industriels finis, mais celui de *produits naturels* qui, au moment de l'emmagasinage n'ont pas encore atteint l'état convenant à la consommation. Le jus de raisins pressuré, tel qu'il entre dans les fûts, est un moût qui ne se transforme que lentement en vin potable. *Ce qui augmente la valeur de ce produit, ce sont les réactions qui transforment le vin en une denrée utilisable*, et non le magasinage en soi ; sans quoi la valeur devrait croître indéfiniment, ce qui n'est pas le cas. Quant au magasinage, il n'apporte ici comme ailleurs que préjudice : encombrement, coût des fûts et des bouteilles, surveillance de plusieurs années, remplissage, bris, etc.

(2) Le bénéfice commercial est ce qui reste au commerçant, déduction faite de l'intérêt de son capital. Le commerçant qui ne travaille qu'avec des marchandises achetées à crédit peut considérer tout son bénéfice comme commercial. L'intérêt mentionné plus haut en 3, il doit le payer à son prêteur ; il est dans ce cas simplement l'encaisseur, « le garçon de recettes » de son créancier.

merçant n'ont pas pour mobile quelque besoin personnel, mais le désir d'acheter au prix le plus bas possible, en tirant tout le parti qu'il pourra des fluctuations du marché (de la conjoncture) et de la faiblesse du vendeur. Si le vendeur faiblit lorsque l'acheteur se fait attendre, le commerçant différera ses achats. Somme toute, le commerçant fait tout ce qu'il peut pour embarrasser le vendeur (le producteur, l'ouvrier) toujours davantage ; or, les circonstances indiquées en 1, 2 et 3 doivent être envisagées comme la source éternelle d'éternelles difficultés. Le consommateur, contraint par ses besoins personnels, n'est pas en mesure de temporiser, quoique son argent le lui permette ; le producteur de marchandises ne peut pas attendre non plus, quoique, dans bien des cas, sa situation personnelle le lui permettrait ; mais le commerçant qui agit en tant que détenteur de l'argent, le propriétaire de l'instrument général et indispensable des échanges, peut attendre, il est en mesure de gêner producteurs et consommateurs en retenant le moyen d'échange, l'argent. Dans le commerce, la gêne de l'un est le capital de l'autre. Si producteurs et consommateurs n'étaient pas séparés dans l'espace et dans le temps, ils pourraient, comme cela se produit encore dans le troc, se passer de l'argent du commerçant ; mais au point où en sont les choses, l'intervention mercantile, et partant l'intérêt, sont une nécessité, une règle inéluctable pour la très grosse majorité de la production.

Les circonstances que nous venons de décrire font que nous pouvons totalement éliminer du problème l'argent du consommateur. Toutes les marchandises et tout l'argent passent par les mains du commerçant (1). C'est pourquoi les lois de la circulation mercantile de l'argent sont seules à jouer ici.

Cela établi, nous allons répondre de façon plus précise à la question suivante : Quels facteurs limitent le taux de l'intérêt que l'argent exige pour servir l'échange des marchandises ? Il est intéressant de résoudre ce problème de façon précise ; d'autant plus que sa solution est de nature à nous dévoiler le mieux l'essence même de l'usure.

Si l'argent doit son état de capital (A.M.A'.) à son pouvoir d'empêcher à son gré les échanges, on demandera pourquoi dans ce cas l'intérêt n'absorbe pas tout l'avantage que nous tirons de l'économie monétaire ; avantage égal à la différence de rendement entre la division du travail et l'économie primitive. On pourrait demander d'une façon analogue pourquoi les propriétaires fonciers n'appliquent pas constamment à la rente foncière la loi d'airain, et pourquoi les actionnaires du canal de Suez tiennent compte, dans la fixation du droit de passage

(1) Si quelqu'un éprouve quelque difficulté à comprendre que l'argent du commerçant ne suit pas dans sa circulation les mêmes lois que l'argent du consommateur, qu'il médite un instant sur la manière dont l'argent des épargnants retourne à la circulation pour y reprendre sa fonction d'instrument d'échange.

des vaisseaux, d'autres circonstances que la seule concurrence de la voie maritime par le cap de Bonne-Espérance.

Mais le droit que l'argent exige pour son utilisation suit des lois différentes de celles qui prévalent en matière foncière; ce droit ressemble plutôt à celui que les chevaliers pillards exigeaient durant le moyen âge. En ce temps-là, quand le marchand était forcé d'emprunter la route passant par le château du chevalier, c'était un vrai pillage ; on percevait un péage s'élevant à 30, 40, 50 %. Si le marchand avait à sa disposition d'autres routes, le chevalier se modérait ; il surveillait sa route, l'améliorait, construisait des ponts ; il la protégeait des autres pillards, et réduisait à la rigueur le péage, afin que le marchand cessât d'éviter cette voie.

Il en est de même de l'argent. L'argent lui aussi doit tenir compte de ce que les concurrents surgissent lorsque ses prétentions deviennent exagérées.

(Nous aurons à démontrer plus tard que dans le *prêt* d'argent, il ne peut jamais exister de concurrence ; les concurrents dont il est question ici ne surgissent pas pour le *prêt* d'argent, mais pour l'échange d'argent contre de la marchandise.)

D'abord il est clair que la division du travail est susceptible d'être poussée beaucoup plus loin qu'elle ne l'est actuellement de par le monde. L'étalon-or est un étalon mondial, qu'il faut considérer du point de vue de *l'économie mondiale*. Les trois quarts des habitants de la terre s'en tirent encore tant bien que mal avec l'économie primitive. Pourquoi ? En partie, parce que l'échange de marchandises à l'aide d'argent est trop lourdement grevé d'intérêts. Ces frais incitent les producteurs à abandonner telle ou telle branche de leur activité ou même à renoncer à toute production de marchandises et à s'en tenir à l'économie primitive. Le choix entre la vie économique primitive et la production de marchandises dépend d'un calcul d'arithmétique, où l'intérêt qui grève les échanges suffit souvent pour donner l'avantage à l'économie primitive. C'est ainsi que bien des paysans allemands préfèrent garder leurs pommes de terre pour le fourrage et abattre le porc pour leur consommation, pour peu que la viande enchérisse sous l'effet de l'intérêt du commerce. Le paysan produit alors moins de marchandises, (moins de pommes de terre pour le marché), et plus de biens pour son propre usage, afin d'avoir besoin de moins d'argent.

La proportion de ces biens, qui, même en Allemagne, n'est pas à sous-estimer, modère les prétentions de l'argent quant à l'intérêt, sous la menace de répandre l'économie primitive au préjudice de l'économie commerciale. Les populations d'Asie et d'Afrique agissent simplement comme le paysan allemand.

Lorsque les possesseurs d'argent exigent une trop grosse part des marchandises, on réduit la production de marchandises jusqu'à la limite

fixée par l'utilité de la spécialisation, et l'économie primitive se maintient ou s'étend au détriment de la production de marchandises.

Un « péage monétaire » trop élevé réduit la production de marchandises au profit de l'économie primitive. Ceci a pour résultat que l'offre de marchandises décroît *et que les prix haussent.*

Retenons donc ce point préliminaire.

La vieille économie de troc exerce une influence semblable sur la demande d'argent (de moyens d'échange) lorsque l'argent exige trop d'intérêts. L'argent ne doit son existence qu'aux difficultés du troc. Il a été créé pour vaincre ces difficultés. Mais si, pour servir de médiateur, l'argent exige un salaire trop élevé, l'économie de troc pourra en bien des cas reprendre avec succès la concurrence, surtout là où, comme dans bien des parties de l'Asie et de l'Afrique, les producteurs ne sont pas séparés dans l'espace et le temps. Ainsi, plus l'intérêt de l'argent grève l'échange des marchandises, plus l'économie de troc peut facilement concurrencer l'économie basée sur l'argent. En effet, les marchandises qui circulent par la voie du troc atteignent le consommateur sans avoir payé d'intérêt. A qui le devraient-elles donc, cet intérêt (1) ? Il est donc évident que l'argent, appelé à suppléer au troc, ne peut pas exiger n'importe quelle rétribution ; d'autant plus que les producteurs connaissent le moyen de vaincre les difficultés que les barrières du temps et de l'espace opposent au troc. Ce moyen consiste à s'assembler à un endroit et un jour convenus (Jour de marché) (2).

De la sorte ils enlèvent à l'argent sa raison d'être : la demande de moyens d'échange représentée par les marchandises. Les marchandises placées par le troc sont pour l'argent ce que les bohémiens, dans leurs roulottes, sont pour le chemin de fer : autant de clients perdus.

Nous n'avons pas besoin de connaître la proportion de la production mondiale qui s'échange par le troc, ni la quantité des marchandises auxquelles l'usure interdit l'emploi de l'instrument des échanges. Il suffit que nous ayons reconnu dans le troc un concurrent dont les chances croissent avec les exactions de l'argent. Si l'intérêt monte,

(1) Dans le troc, si des pommes de terre s'échangent contre du poisson, et que chacune des deux parties grève ses marchandises de 10 % d'intérêts, ces intérêts s'annulent réciproquement. Mais ceci n'exclut pas du tout la possibilité de l'intérêt dérivé de l'*emprunt*, à distinguer de l'intérêt dérivé du troc.

(2) Le troc n'est pas aussi difficile qu'on se l'imagine généralement. On a beaucoup exagéré la difficulté provenant du fait que celui qui détient les marchandises que je désire n'a pas toujours besoin des miennes ou de la quantité correspondant à la marchandise, souvent indivisible, qu'il m'offre. Dans la pratique, l'intervention du commerçant élimine cette difficulté. Car le commerçant qui achète de tout peut vendre de tout. Il peut toujours me payer avec ce dont j'ai besoin. Je puis lui apporter une défense d'éléphant et obtenir en échange, dans son magasin, tout ce qu'il me faut, et en quantité exactement nécessaire. Dans les colonies allemandes du sud du Brésil, le commerce se pratique encore ainsi de nos jours. Les colons allemands de cette région ne touchent de l'argent que dans des cas exceptionnels.

une forte quantité de marchandises est détournée du commerce d'argent vers le commerce de troc, la demande d'argent diminue, *et les prix haussent*, exactement comme lors d'une recrudescence de l'économie primitive. Cette démonstration aussi nous suffira en attendant.

Un troisième élément vient agir parrallèlement à l'économie primitive et au troc, dès que les prétentions de l'argent deviennent excessives : c'est la *lettre de change*. En effet, les marchandises échangées contre des traites épargnent, elles aussi, de l'intérêt ; la *hausse de l'intérêt est une incitation à un emploi plus large de la lettre de change.*

Certes, la traite n'est pas aussi commode et aussi sûre que l'argent, et après tout, il est bien des cas où elle ne peut pas remplacer l'argent ; on s'en rend compte à la banque : les lettres de change peuvent être échangées contre de l'argent (être escomptées), mais seulement moyennant un rabais (l'escompte). Ce rabais n'existerait pas si la lettre de change pouvait remplacer partout l'argent comptant. Or souvent, surtout dans le commerce de gros et en guise de provision par exemple, la lettre de change ne le cède que de peu au numéraire ; c'est pourquoi il suffit d'une faible hausse de l'intérêt de l'argent pour que l'on préfère la lettre de change.

La hausse de l'intérêt agit sur la traite comme la hausse des tarifs ferroviaires sur les transports par eau. *La hausse de l'intérêt pousse le commerce à utiliser la lettre de change pour se soustraire au tribut exigé par l'argent.* Réciproquement, tous les moyens susceptibles d'augmenter les désavantages naturels de la lettre de change, par rapport à l'argent, sont de nature à renforcer la position de l'argent et à faire croître ses exigences quant à l'intérêt. Si la concurrence de la lettre de change fait descendre l'intérêt à 5 %, cet intérêt remontera à 5 1/4, 5 1/2 ou 6 % dès que les rumeurs alarmantes ou qu'un *droit de timbre* viendront gêner l'emploi de la traite. Plus ce dernier semble aléatoire, plus l'intérêt est élevé ; plus la traite est taxée, plus son concurrent, l'argent comptant, peut exiger d'intérêts. Si nous frappons les lettres de change d'un impôt égal à un pour cent, l'escompte, la retenue exigée par la banque pour les acheter, augmente d'un pour cent. Si nous frappons les traites de 5 % de taxe, l'escompte passera de 5 à 10 % (au cas où les autres concurrents de l'argent déjà indiqués n'interviennent pas).

> Connaissant ces conséquences, on est surpris de voir l'Etat majorer constamment le droit de timbre sur les traites afin d'accroître ses rentrées, et se plaindre en même temps de l'augmentation du service de la Dette. En tant que débiteur ,l'Etat ferait beaucoup mieux de supprimer la taxe sur les traites, afin de réduire les intérêts qu'il paye pour ses propres emprunts. Ce qu'il perdrait en supprimant cette taxe, il le regagnerait au centuple sur l'intérêt de ses dettes, tout en allégeant pour le peuple la charge des intérêts.

Si, inversement, on décrétait au lieu d'un impôt, une prime (sous n'importe quelle forme) à la lettre de change, il va sans dire que

l'on pourrait ainsi augmenter ou réduire la circulation des traites : augmenter la circulation en élevant la prime, et réduire la circulation en abaissant la prime.

La dispense d'intérêts apportée au commerce par la circulation des traites ne constitue-t-elle pas précisément une prime croissant et décroissant avec le taux de l'intérêt ? *Voilà pourquoi la circulation des traites augmente dans la proportion où augmente le taux de l'intérêt.*

Où des traites circulent, une quantité correspondante de marchandises circulent également, en sens inverse, simplement. Ces marchandises sont, pour l'argent, encore autant de demande perdue. La lettre de change les a arrachées à l'argent. La demande d'argent diminue et *les prix subissent une hausse correspondante*, à mesure que la circulation des traites augmente ; or cette circulation augmente dans la même proportion que le taux de l'intérêt. Voilà encore un fait à noter.

L'argent n'est donc pas sur le marché un maître absolu. Il doit tenir compte de la présence de concurrents, et ne peut hausser à sa guise le taux de l'intérêt.

On pourrait objecter cependant qu'en de très nombreux cas, dans nos villes modernes, par exemple, l'argent est indispensable ; que le salaire de l'argent, pour son entremise dans les échanges, pourrait absorber la majeure partie de la production, sans ressusciter pour cela l'économie primitive et le troc ; que même avec un escompte de 50 % l'argent n'est, dans bien des cas, pas remplaçable par la traite.

La lettre de change, en effet, ne peut circuler qu'entre gens de confiance. Elle n'est pas suffisamment divisible pour les besoins du détail. Elle est régie par certains décrets et est liée à des conditions déterminées de temps et de lieu. Tout cela contribue à réduire considérablement son rayon d'action.

Armé de ces arguments, on pourrait objecter : Dans tous ces cas le salaire de l'argent pour son entremise dans les échanges serait beaucoup plus élevé qu'il ne l'est, si l'opinion selon laquelle l'argent s'arroge des intérêts parce qu'il peut à son gré empêcher l'échange des marchandises, était fondée.

Mais cette objection néglige un fait que nous avons étudié dans la partie du présent ouvrage relative à la monnaie franche. Une hausse générale des prix fait affluer l'argent sur le marché. Une hausse générale équivaut à une perte pour les hommes d'argent, à moins qu'ils n'échangent leur argent contre des marchandises. Une hausse générale constitue pour l'argent traditionnel une contrainte à la circulation comparable à celle de la monnaie franche. En temps de hausse, chacun cherche, par l'achat, à se *décharger* sur le voisin de la menace qui pèse sur l'argent.

Nous pouvons donc dire qu'à partir d'un certain niveau, l'augmentation du tribut exigé par l'argent déchaîne elle-même les forces qui réduiront ce tribut.

L'inverse est vrai quand le taux de l'intérêt tombe plus bas que le niveau en question. La diminution des frais commerciaux amenée par cette chute, fait naître la division du travail dans bien des domaines où l'économie primitive suffit encore aujourd'hui, et le commerce à l'aide d'argent se développe au détriment du troc. En même temps, la lettre de change perd de son attrait. (A 0 % d'intérêt, la traite disparaîtrait complètement.) Ces circonstances, l'augmentation de la production de marchandises (au détriment de l'économie primitive) accompagnée d'un accroissement de l'offre de marchandises en échange de numéraire (au détriment du troc), feraient baisser les prix, rendraient plus pénible l'échange des marchandises. La gêne dans laquelle se trouverait de nouveau plongé le producteur fournirait à l'argent le moyen d'extorquer plus d'intérêts.

Les forces que l'intérêt fait entrer en jeu par son action sur les moyens paramonétaires francs d'intérêts (et par là sur les prix) exercent à leur tour sur l'intérêt un effet autorégulateur ; de sorte que la limite supérieure de l'intérêt constitue en même temps sa limite inférieure. (Le fait que l'escompte subit des fluctuations considérables ne prouve rien contre cette proposition. Nous le démontrerons plus amplement.)

L'intérêt de l'argent est donc continuellement forcé de revenir au point où il stimule ou freine la circulation des traites, le troc et l'économie primitive.

On croit encore généralement aujourd'hui, que le taux de l'intérêt hausse et baisse sous l'effet de la concurrence entre prêteurs.

C'est une erreur. *Il n'existe entre les prêteurs aucune concurrence; cette concurrence est matériellement impossible.* Si l'argent que les capitalistes offrent à prêter provient de la circulation, ils ne font, en le rendant à la circulation, que combler le trou qu'ils ont creusé en thésaurisant. S'il s'offre 10, 100, 1000 prêteurs, 10, 100, 1000 trous défoncent à cause d'eux la route de la circulation monétaire. Plus on offre d'argent plus les trous sont béants (1). *Toutes choses étant égales d'ailleurs, il faut que surgisse toujours une demande de prêts, correspondant à l'argent que les capitalistes offrent à prêter.* Dans ces conditions, on ne peut pas parler d'une concurrence, ni d'un effet de la concurrence sur l'intérêt, sans quoi le fait que la procession sort à la Saint-Martin devrait avoir également une influence sur les loyers, ce qui n'est pas le cas puisque à un nombre accru de personnes en quête de logement, correspond un nombre égal de maisons abandonnées. La procession, en soi, est sans aucune influence sur les loyers. Et il en est exactement de même

(1) Durant la fameuse crise de 1907, qui éclata brusquement aux Etats-Unis, ce fut *Morgan* qui « vint au secours » du gouvernement avec 300 millions de dollars or. D'où venaient ces millions ? *Morgan* les avait préalablement soustraits à la circulation, plongeant ainsi le pays dans les difficultés ; et le coquin, maintenant que la baisse générale était déclenchée et qu'il avait empoché la différence, les offrait au gouvernement dans un geste de dévouement patriotique (Détails dans *Fritz Schwarz* : Morgan der ungekrönte König der Welt, Bern 1925.)

chez les prêteurs d'argent. Il s'agit simplement alors d'une procession de l'argent.

Si c'est du numéraire frais, du métal provenant directement de l'Alaska, que les prêteurs offrent, ce nouveau numéraire fera hausser les prix, et la hausse contraindra toutes les entreprises qui ont besoin de crédit à augmenter leurs emprunts proportionnellement. Au lieu de 10.000 marks, il en faudra 11, 12, 15.000 pour bâtir la même maison ; de sorte que l'accroissement de l'offre provoqué par l'afflux d'argent frais engendrera un accroissement correspondant de demande, et l'influence de cet afflux sur l'intérêt ne tardera pas à disparaître.

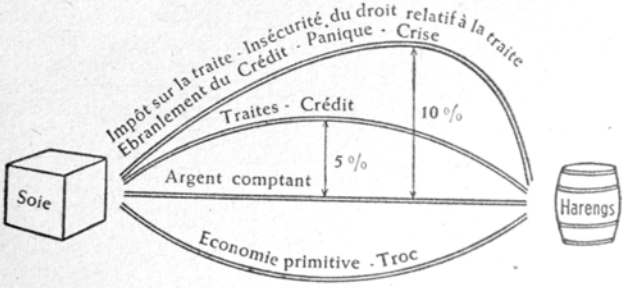
Nous expliquerons plus loin, pourquoi une augmentation de la circulation monétaire (due à la découverte d'or ou l'émission de billets) non seulement ne réduit pas le taux de l'intérêt, mais le fait monter, au contraire.

Il n'existe entre prêteurs aucune concurrence susceptible d'exercer sur l'intérêt une influence quelconque ; la chose est impossible.

Les seuls concurrents de l'argent, qui mettent un frein à sa puissance, sont les trois que nous avons cités : l'économie primitive, le troc et la lettre de change. Tous trois prennent de l'extension lorsque l'intérêt exigé dépasse un certain niveau, et déterminent ainsi l'enchérissement général des marchandises, qui force les prêteurs à transiger. (Le lecteur trouvera à ce sujet de plus amples explications à l'avant dernier chapitre du présent ouvrage : Eléments de l'intérêt brut).

D'un point à un autre, il ne peut exister *qu'une seule* droite. Cette droite est le chemin le plus court, et dans le domaine économique la voie la plus courte est aussi la moins coûteuse.

Entre producteur et consommateur, la voie la plus courte et partant la moins onéreuse, c'est l'argent. (Dans l'économie primitive, il est vrai, les produits suivent un chemin encore plus bref, celui de la main aux lèvres. Mais cette forme de production rend moins que la production de marchandises, basée sur la division du travail.)



Tous les autres chemins (troc, lettres de change) que les marchandises peuvent prendre pour atteindre le consommateur sont plus longs et plus coûteux. Pourquoi, en effet, céderait-on 105 marks de traites pour 100 marks de monnaie, si l'argent comptant n'offrait, comme moyen d'échange, aucun avantage sur la traite ?

Mais cette route la moins coûteuse et la plus courte, l'homme d'argent peut la barrer. Il ne l'ouvrira que contre paiement de l'avantage qu'offre le chemin le plus court. S'il exige plus que ne vaut ce raccourci, les marchandises enfilent un chemin plus long. S'il exige moins, l'argent est surchargé ; en ce sens que les marchandises qui, en d'autres temps, s'échangeaient à l'aide de traites, etc. choisissent, elles aussi, l'argent : la demande d'argent augmente, le prix des marchandises baisse, et la baisse empêche l'argent de circuler.

On paye l'intérêt de l'argent pour le temps qu'on l'a utilisé, à peu près comme on paie une voiture de louage. L'intérêt s'additionne aux frais généraux et se touche en même temps qu'eux, soit par un rabais chez le producteur, soit par une majoration chez le consommateur ; peu importe. En général, les choses se passent comme suit : Le commerçant sait, par expérience, le prix qu'il obtiendra chez le consommateur. De ce prix, il soustrait ses frais commerciaux, son propre salaire (le bénéfice commercial net) et l'intérêt ; cet intérêt se calcule d'après le temps moyen qui, selon l'expérience, sépare l'achat de la vente. Le reste est pour le producteur de la marchandise. Par exemple, si le prix de détail d'une caisse de cigares est, à Berlin, de dix marks, le fabricant de cigares à Munich sait très bien qu'il ne peut pas demander ces dix marks. Il doit abaisser son prix pour le commerçant de Berlin, qui doit trouver, entre le prix d'usine et le prix de vente, une marge suffisante pour payer le transport, le loyer de son magasin et son travail ; après quoi il faut qu'il reste encore une différence, parce que le commerçant doit « mettre de l'argent dans ses affaires ». En règle générale, l'argent proviendra directement ou indirectement des banques et des caisses d'épargne, qui, cela va sans dire, ne prêtent que moyennant intérêt. Cet intérêt, le commerçant doit le tirer de la marge susdite. Si les prix d'achat actuels ne le permettent pas, le commerçant suspend ses achats. Et aussi longtemps qu'il attend, le fabricant, lui, attend après le client. Sans un tribut à payer à l'argent, pas un cigare ne passe de la manufacture aux lèvres du fumeur. Ou bien le fabricant réduira ses prix, ou bien le consommateur offrira davantage. Peu importe au capitaliste. De toute façon il touche l'intérêt. L'intérêt de l'argent prend ainsi simplement place parmi tous les autres frais du commerce. La généralité de ceux-ci sont le salaire d'un travail dûment accompli. Le voiturier nourrit ses chevaux, graisse ses moyeux, sue et blasphème. Il n'est que juste qu'on le paye pour tout cela. Le commerçant surveille le magasin, paye le loyer, calcule et rumine. Il lui revient donc quelque chose. Mais que font le banquier, la caisse

d'épargne, le prêteur ? Le roi garde la barrière ; il ferme la frontière et dit : la dîme me revient. Le prêteur garde le coffre, il arrête l'échange des marchandises et dit comme le roi : l'intérêt de l'argent me revient. Au fond, le roi et le prêteur ne font rien ; ils *obstruent* simplement, et prélèvent un droit. L'intérêt de l'argent est donc comme la douane un impôt, un droit ; à cette différence près, que le roi consacre la douane aux dépenses de l'Etat, tandis que le prêteur conserve les intérêts pour lui. Nous ne payons par l'intérêt de l'argent rien d'autre que la faculté qu'ont les capitalistes de mettre des bâtons dans les roues du commerce.

Quelle est donc l'importance relative des trois concurrents qui mettent un frein à l'intérêt de l'argent. En temps normal, en économie développée, le plus important des trois est la lettre de change, tandis que les deux autres dominent dans les pays peu avancés. Imaginons par exemple que l'Allemagne soit une économie fermée, avec sa propre monnaie de papier ; dans ces conditions, l'argent pourrait, s'il n'était pas concurrencé par la traite, formuler des prétentions très élevées, avant que l'économie primitive et le troc n'aient le temps d'atteindre un développement assez puissant *pour provoquer la hausse des prix nécessaire à la libération de l'argent* (1). On est fondé à croire que, sans la lettre de change (à laquelle il convient naturellement d'ajouter les ventes à crédit, les payements différés, etc.), les prêteurs d'argent seraient en mesure de majorer la rançon de l'intérêt presque au point de lui faire absorber l'avantage que nous offre la division du travail : l'abandon du travail en temps de crise en est la preuve péremptoire. L'économie primitive et le troc n'offrent au chômeur qu'un secours exceptionnel et limité. Le chômeur peut raccomoder lui-même son pantalon, se raser lui-même et préparer seul ses repas. Il peut cuire son pain, peut-être instruire ses enfants, et, au lieu d'aller au théâtre, rédiger pour les siens une comédie, si la faim lui en laisse l'envie.

Si chez nous, la traite constitue le modérateur le plus puissant de l'intérêt, dans les pays peu développés, en Asie, en Afrique, où la traite ne peut pas jouer un rôle notable, l'économie primitive et le troc sont de la plus haute importance dans la stabilisation de l'intérêt. Leur efficacité dans ces régions s'avère du fait que l'intérêt était le même qu'aujourd'hui, aux temps reculés où la division du travail n'était adoptée que dans quelques sphères très réduites de l'activité, comme dans la Rome antique, ou dans l'Etat paysan de la reine Elisabeth d'Angleterre.

Cette stabilité de l'intérêt est si frappante, que l'on peut admettre que les trois stabilisateurs, si différents entre eux, et impliquant de si différents niveaux de culture (l'économie primitive, le troc et la traite)

(1) Nous rappelons au lecteur qu'il trouvera à ce sujet de plus amples explications à l'avant-dernier chapitre : Eléments de l'intérêt brut.

se complètent. C'est ainsi qu'une division du travail suffisamment poussée, et le recul qu'elle imprime à l'économie primitive et au troc, créent à leur tour l'organisation sociale, juridique et commerciale nécessaire à la circulation des traites. Les 36 milliards de marks qui constituent le montant des traites tirées en Allemagne en 1907, fournissent mieux la mesure du développement commercial que le réseau ferroviaire ou quoi que ce soit.

Réciproquement, là où le niveau de la civilisation exclut le remplacement de l'argent par la traite, l'économie primitive et le troc veillent fidèlement à empêcher l'argent d'élever ses prétentions au delà de certaines limites.

Résumons ce chapitre :

L'intérêt est le produit d'un capital indépendant : l'argent. On peut aisément le comparer au péage que les chevaliers pillards exigaient pour l'emploi des routes, pratique qui subsista jusqu'à la naissance des Etats. L'intérêt que rapporte l'argent n'est pas influencé par l'intérêt des biens réels (appelés à tort capitaux réels) ; nous verrons plus loin que c'est le contraire qui est vrai. La concurrence entre prêteurs d'argent n'a pas d'influence sur l'intérêt. L'intérêt de l'argent est limité par la concurrence que lui opposent les autres moyens d'échange (traite, troc, et économie primitive).

Dans le prêt d'argent, seul le possesseur change, sans que l'argent subisse aucune modification ; il importe peu, en effet, que ce soit le péager en personne ou sa femme qui ferme la barrière et qui prélève le droit. La lettre de change et le troc, au contraire, suscitent non un changement aussi stérile de personne, mais une concurrence efficace à l'argent : elles fraient aux marchandises d'autres voies d'échange.

L'enchérissement engendré par la lettre de change, l'économie primitive et le troc, *contraint l'argent à circuler ; ceci limite d'autre part la pression que la puissance de l'argent tend à exercer sur les détenteurs de marchandises incapables d'utiliser le troc et la lettre de change.* Le cas est le même que celui des ouvriers, dont le salaire égale celui des ouvriers émigrés, sans qu'ils aient tous besoin de menacer de quitter le pays (V. Partie foncière).

L'intérêt de l'argent se prélève donc sur les marchandises, directement dans leur circulation et dans celle de l'argent. (Comme nous l'avons dit au début, Marx niait que ce fût possible.) L'intérêt de l'argent ne dépend absolument pas de l'existence d'un prolétariat dépouillé des moyens de production. L'intérêt ne serait pas plus bas si tous les travailleurs possédaient leurs propres moyens de production. Dans ce cas, l'intérêt de l'argent serait arraché aux ouvriers à la livraison de leurs produits au commerçant (au détenteur d'argent), parce que le commerçant peut, par la rétention monétaire (qui ne lui cause aucun préjudice), suspendre l'échange des produits du travailleur, et

causer de la sorte à celui-ci des préjudices immédiats et irréparables. Toujours et partout, et sans exception sensible, ces produits diminuent en effet chaque jour de qualité et de quantité, et occasionnent au surplus des frais de magasinage et de surveillance.

L'intérêt de l'argent, nous l'appellerons désormais « l'intérêt fondamental » (*Urzins*) (1).

3. Le transfert de l'intérêt fondamental sur la marchandise.

Pour qu'on puisse porter l'intérêt fondamental au débit d'une marchandise, il faut naturellement que celle-ci soit capable de supporter cette charge ; autrement dit, elle doit trouver sur le marché un état de chose qui lui permette de rembourser, par son prix de vente, le prix de remplacement, plus l'intérêt fondamental. Les conditions du marché doivent permettre à l'argent de circuler selon la formule A.M.A'.

C'est évident, car s'il en était autrement, l'argent refuserait de s'entremettre pour l'échange, et les difficultés que ce refus susciterait au producteur porteraient celui-ci à augmenter suffisamment la différence entre le prix de remplacement et le prix de vente, pour pouvoir ajouter l'intérêt fondamental à ses autres frais commerciaux.

Tout cela va automatiquement. *Comme l'argent traditionnel, notre moyen d'échange, est en soi un capital, et comme aucune marchandise n'atteint le marché sans porter la flétrissure de ce capital, la marchandise rencontre toujours un état de choses qui la fait apparaître comme un capital rapportant de l'intérêt,* au moins aux yeux du consommateur. Celui-ci, en effet, paie le prix que le producteur a obtenu, plus l'intérêt. Le producteur, par contre, voit dans sa marchandise, un capital inversé (négatif), puisqu'il obtient le prix que le consommateur paie, moins l'intérêt. Cette part de sa production, l'argent l'en a spolié. Quelque chose qui doit payer de l'intérêt ne peut légitimement pas s'appeler capital. Si la marchandise était du capital, elle resterait du capital dans le troc ; comment dans ce cas se représenter le prélèvement de l'intérêt (2) ? Quand deux véritables capitaux s'affrontent, ils se neutralisent. Par exemple, le sol qui rapporte une rente s'échange contre de l'argent sans qu'il soit prélevé d'intérêt. Chacun des deux, sol et argent pris à part, est en soi un capital ; néanmoins, aucun des deux ne peut dès lors se conduire en capital vis-à-vis de l'autre. Par contre, vis-à-vis de la marchandise, l'argent est toujours du capital.

(1) La dénomination d'« intérêt fondamental » pour l'intérêt de l'argent, par opposition à l'intérêt des biens réels (maisons, etc.) aidera à distinguer l'une de l'autre les deux sortes d'intérêts.

(2) *Marx*, en effet, admet la naissance du capitalisme au sein du simple troc. Quelle énigme !

La marchandise *apparaît* toujours au consommateur comme un capital. Un examen plus attentif ne tarde pas à lui montrer qu'elle n'est que la proie du capital monétaire.

Tout producteur est aussi consommateur. Dans le troc, l'un obtient l'intégralité du produit fourni par l'autre : semblablement le producteur doit considérer l'intégralité du prix que paie le consommateur, comme la compensation du produit qu'il a fourni. *Si telle est sa manière de voir, la marchandise lui apparaît comme un capital négatif. Elle revêt alors son aspect véritable, celui d'un simple encaisseur au service du capital monétaire. Elle encaisse l'intérêt fondamental pour le compte, non du producteur, mais du propriétaire du moyen d'échange (du propriétaire d'argent),* à peu près comme cela se pratique dans l'envoi contre remboursement. Et l'arme dont l'argent munit son encaisseur, c'est la faculté d'interrompre la liaison entre les producteurs de marchandises, par le retrait de l'instrument d'échange.

Si, comme c'est le cas avec la monnaie franche, on supprime à l'intermédiaire des échanges le privilège d'interdire ceux-ci en vue de prélever l'intérêt fondamental, l'argent devra remplir ses fonctions gratuitement, *et les marchandises s'échangeront entre elles, comme dans le troc, franches d'intérêt.*

Dans le but d'assurer la franchise des échanges, l'Etat monnaie gratuitement les lingots. Cette gratuité n'atteint pas le but visé. Si elle était remplacée par une taxe de refrappement annuelle de 5 %, l'argent accorderait gratuitement son entremise à l'échange des marchandises.

4. Le transfert de l'intérêt fondamental sur le capital dit réel.

La marchandise s'achète avec de l'argent et, grevée de l'intérêt fondamental, est revendue contre de l'argent. Cette revente libère l'argent, qui se met à la recherche d'une nouvelle proie (1). Voilà ce que contient réellement la formule marxiste A.M.A'.

L'intérêt fondamental que l'argent arrache de la sorte aux marchandises n'est pas un butin isolé, occasionnel. *L'intérêt fondamental est une source qui ne tarit jamais.* L'expérience millénaire enseigne que le butin égale bon an mal an 4 ou 5 % de l'argent engagé.

L'intérêt que le commerçant prélève sur la marchandise qu'il manipule, voilà exactement l'intérêt fondamental. La part que le commerçant en remet à son créancier, c'est l'intérêt fondamental

(1) Il s'en suit que le consommateur dépense toujours plus d'argent qu'il n'en touche comme producteur. Ce surplus, constitué par l'intérêt fondamental, le producteur se le procure du fait qu'il fabrique et vend plus de marchandises qu'il n'en achète. Quant à l'excédent de sa production, il est acheté par les propriétaires d'argent pour leurs propres besoins, avec cet argent-là même qu'ils prennent à titre d'intérêt. Les frais commerciaux, que le consommateur paie, agissent de même.

moins les frais de prélèvement (1). Le péage que le péager remet à l'Etat n'est pas non plus le péage intégral.

Quand on achète avec pareil argent des briques, de la chaux, des poutres, non pour les revendre comme marchandises, mais pour bâtir une maison de rapport, on renonce à revoir l'argent, on quitte délibérément la source de l'intérêt. On y gagne certes une maison, mais on y perd la source intarissable de l'intérêt. On n'abandonnera donc un bien aussi précieux qu'à la condition que le loyer de la maison rapporte l'intérêt des frais de construction, au taux habituel du commerce. *Si l'argent retire des marchandises 5 % d'intérêts par an, il faudra qu'un intérêt égal puisse être extorqué par la maison aux locataires, par le navire à la cargaison, par l'usine aux salaires* (2), *sans quoi l'argent restera simplement sur le marché auprès des marchandises, et on ne construira rien.*

Il est donc bien entendu que l'argent ne permettra de construire une maison, une usine, un navire, qu'à la condition qu'il soit possible de prélever, par la maison sur le locataire, par l'usine sur l'ouvrier, par le navire sur la cargaison, un intérêt égal à celui que l'argent, lui, est toujours en mesure de prélever sur les marchandises. Pas d'intérêt = pas d'argent pour la construction de maisons, d'immeubles, de navires. Et sans argent, qui pourrait amener à pied d'œuvre et assembler les matériaux si divers nécessaires à la construction d'un navire, d'une usine, d'une maison ? On n'imagine pas la construction d'une maison, etc., sans argent. Pour tous ces millions de maisons de rapport, d'usines, de navires, la Parole est vraie : *Au commencement était l'argent.*

Quand l'argent ne s'offre pas pour la construction de maisons, parce que celles-ci ne peuvent pas tirer des locataires un intérêt égal à celui que l'argent peut obtenir des marchandises, on cesse de bâtir ; la pénurie de logement qui ne tarde pas à s'en suivre fait hausser les loyers, tout comme le manque d'usines fait baisser les salaires.

Les choses doivent donc nécessairement se régler de façon telle que les maisons, navires, fabriques, bref tout le capital dit réel, rapporte le même intérêt que celui que l'argent peut imposer à l'échange des marchandises.

Les immeubles, les navires, les machines constituent du capital. Ils ne sont pas, comme les marchandises, de simples encaisseurs d'intérêt au service du propriétaire d'argent, mais ils prélèvent l'intérêt directement au profit du propriétaire de l'immeuble, etc. Cette force

(1) Nous verrons plus loin que ces frais de prélèvement sont loin d'être réduits ; ils consistent essentiellement dans les ravages provoqués par les crises dans la vie économique.

(2) C'est à regret que nous employons cette expression, à cause de son ambiguité. Il vaudrait mieux parler du prix que le chef d'entreprise paie aux ouvriers pour leur production. En effet, le patron ne paye que ce qu'ils produisent ; il ne paie que le travail fourni et palpable, et non l'activité de l'ouvrier.

repose, non sur les qualités propres à ces biens, mais sur le fait *que l'argent prépare, comme pour les marchandises, les conditions du marché nécessaires au prélèvement de l'intérêt. La proportion entre les logements et les locataires, entre les navires et les marchandises à transporter, entre les usines et les ouvriers, est toujours maintenue par l'argent (de façon artificielle, régulière et coercitive) de manière à placer les locataires et les ouvriers (la demande) en face d'une offre insuffisante (logements, fabriques).*

L'argent traditionnel que l'Etat nous donne comme instrument d'échange garantit les maisons existantes contre toute concurrence de constructions nouvelles capables d'amoindrir l'intérêt. L'argent veille avec un soin jaloux à ce que ses créatures ne s'avilissent pas. L'argent ne tolère que la construction d'un nombre de maisons tel, que l'intérêt qu'elles rapportent ne tombe jamais au-dessous de l'intérêt fondamental. L'expérience plusieurs fois millénaire le confirme.

Le capital dit « réel » n'est donc rien moins que réel. L'argent seul constitue le capital réel effectif, le capital fondamental (*das Urkapital*). Toutes les autres formes de capitaux dépendent des propriétés de l'argent. C'est lui qui les a créées, anoblies, élevées au rang de capital. Que l'on retire à l'argent le droit d'interdire au peuple de construire de nouvelles maisons, que l'on rompe la digue que l'argent dresse entre les masses ouvrières et le capital dit réel, et l'offre de ces biens augmentera et dépouillera ces biens de leur propriété de capital.

C'est inouï. C'est paradoxal. Et il faut être sûr de ce que l'on affirme, pour oser dire, devant ces immeubles, ces usines, ces navires, ces chemins de fer, ces théâtres, ces installations électriques, devant cette mer immense et insondable que l'on contemple, par exemple, des hauteurs du Kreuzberg à Berlin, que tout cela n'est du capital et ne doit l'être que parce que l'argent est du capital. Cette masse énorme, qui dépasse certainement de cent fois le capital monétaire, ne rapporterait de l'intérêt que parce que l'argent veut qu'il en soit ainsi ? Comment l'admettre ?

Mais l'invraisemblable devient admissible dès que l'on se rappelle l'antiquité de notre monnaie traditionnelle et le fait que depuis 3 ou 4 mille ans, elle limite automatiquement et régulièrement la construction de maisons, etc., à une proportion maintenant la demande au dessus de l'offre et maintenant ainsi ces biens à l'état de capital.

Pour admettre ce paradoxe il faut songer à la période glaciaire que le moyen âge a constitué pour l'histoire économique et aux crises innombrables que l'argent a causées dans la suite. Ces milliards et ces milliards de capital réel que, durant tant de siècles, le *chômage forcé a empêchés de naître* expliquent l'inexplicable.

La pénurie de maisons, de navires, d'usines, etc. que révèle la rentabilité de ces richesses, est l'effet d'une cause agissant sans interruption depuis des millénaires.

Durant les années de crise de 1873 à 1878, si, au lieu de chômer et d'endurer la faim, les masses populaires avaient pu construire des maisons et des machines, croyez-vous que, sous le poids de l'offre, les loyers n'auraient pas baissé ? Et il ne s'agissait que de cinq années ! De plus, il ne faut pas oublier que les autres causes des crises économiques étudiées dans la partie de cet ouvrage relative au sol agissent indépendamment de l'intérêt dans le même sens : elles restreignent les échanges ou les empêchent.

Le capital dit réel doit rapporter de l'intérêt puisqu'il ne se crée que moyennant dépense, et que l'argent nécessaire est du capital. Le capital dit réel ne porte pas, comme l'argent, en lui-même la cause initiale de sa rentabilité. Le cas des capitaux réels ressemble à celui des marchandises : c'est l'argent lui-même qui crée l'état du marché nécessaire à cet effet, c'est l'argent qui apporte une restriction artificielle et automatique à la production des capitaux dits réels, restriction empêchant l'offre de capitaux réels de jamais couvrir la demande.

Telle qu'elle est émise et administrée par l'Etat, la monnaie provoque le chômage. Elle crée la masse des sans-travail et des sans-abri, le prolétariat sans lequel l'usine et la maison ne constitueraient pas du capital.

L'argent est indispensable à la production de ce capital réel, et, sans intérêt, pas d'argent ; d'autre part, sans prolétariat (1), *pas de capital réel ; par conséquent l'indispensabilité de l'argent doit nécessairement créer le prolétariat indispensable à l'intérêt des capitaux réels et à la circulation de l'argent.*

L'argent crée le prolétariat, non du fait que les charges de l'intérêt font perdre au peuple ses biens propres, mais du fait qu'il empêche le peuple de se créer des biens propres.

Point n'est donc besoin, pour expliquer l'origine du capitalat, du moyen désespéré qu'on appelle l'explication historique, puisque *le prolétariat est un simple corollaire de la monnaie traditionnelle.* Sans prolétariat, pas d'intérêt pour les capitaux réels; sans intérêt, pas de circulation monétaire; sans circulation monétaire, pas d'échanges, et l'appauvrissement sévit.

Dans les temps passés, le glaive a sans doute contribué à la création du prolétariat. Le trône et l'autel s'y sont appliqués aussi. De nos jours encore, on cherche à maintenir la propriété foncière sous l'égide des lois ; les droits sur le blé visent à ravir au peuple les armes qu'il s'est forgées contre la rente foncière, sous forme de navires, de chemins de fer et de machines agricoles. (V. partie foncière.) Au droit au travail et au pain, on oppose le droit à la rente foncière. Mais même sans cette

(1) Prolétariat : Classe des travailleurs dépourvus de leurs propres moyens de production.

aide, le capital ne serait pas plus pauvre, il ne perdrait pas un seul prolétaire. Si ni les armes ni les lois n'étaient intervenues, cela ne nous aurait valu que quelques crises de plus, et quelques milliers de chômeurs supplémentaires. *Le capital monétaire n'a besoin ni de l'épée ni des lois pour créer le prolétariat indispensable au capital réel ; il porte en lui-même les forces nécessaires à cette fin. Il les déploie avec la violence d'une force naturelle. La monnaie métallique et le prolétariat sont inséparables.*

Le capital dit réel consiste certes en objets réels et indispensables, mais en tant que capital, ces objets ne sont absolument pas réels. L'intérêt qu'ils rapportent est une créature du capital fondamental, de l'argent.

5. Complément à la théorie de l'intérêt.

Nous avons montré que l'argent est le capital fondamental ; celui qui, d'une manière générale, prépare la voie au capital dit réel. Nous avons affirmé que ce capital réel doit sa rentabilité au fait que l'argent, par les crises et le chômage qu'il impose, c'est-à-dire par la violence, prépare les conditions du marché nécessaires au prélèvement d'un intérêt égal à l'intérêt fondamental. Reste à prouver que l'intérêt des capitaux réels est influencé par l'intérêt fondamental à un point tel que l'intérêt des capitaux réels doit régulièrement et toujours revenir au niveau de l'intérêt fondamental, si une ou l'autre cause vient à l'en éloigner.

(Nous avons dit, en effet, que l'offre et la demande déterminent l'intérêt du capital réel, et nous avons ainsi reconnu que ce capital est soumis à de multiples influences.)

Nous entendons par là que, si pour une cause étrangère, l'intérêt des capitaux réels s'élève au delà de l'intérêt fondamental, il doit infailliblement, par la force des choses, retomber, et ce pour rejoindre l'intérêt fondamental. De même, si l'intérêt des capitaux réels baisse en deçà de l'intérêt fondamental, l'argent doit automatiquement le ramener à ce niveau. Ceci fait de l'intérêt fondamental le rapport maximum et minimum que l'on puisse régulièrement attendre du capital réel. **L'intérêt fondamental est le centre d'équilibre autour duquel oscille l'intérêt des capitaux réels.**

S'il en est ainsi, il nous faudra également pouvoir démontrer que si nous renversons l'obstacle artificiel que l'argent oppose à la naissance des capitaux réels, l'offre de tels capitaux finira, grâce au travail populaire désormais affranchi, et sans aucune autre intervention, par couvrir tôt ou tard la demande au point que dans le monde entier, là où régneront le libre échange et la liberté d'établissement, l'intérêt devra tomber à zéro.

(L'intérêt du capital est une grandeur internationale ; il est impossible de le supprimer uniquement dans un seul pays. Par exemple, si en Allemagne les maisons venaient à ne plus rapporter d'intérêt, alors qu'en France il serait encore possible d'en prélever un, on ne bâtirait plus en Allemagne. Les capitalistes allemands exporteraient leurs excédents, en achetant des lettres de change rédigées en francs français. Le produit de la revente de celles-ci leur servirait à bâtir des maisons en France.)

A cette fin, il nous faudra démontrer que :

1. ce ne sont ni la force ni les moyens qui manquent pour produire en un délai plus ou moins rapproché, l'océan de capitaux réels nécessaire pour noyer l'intérêt ;

2. la passion de bâtir, la volonté de produire des capitaux réels (maisons de rapport, usines, navires) ne s'émousserait pas si ces biens cessaient de rapporter de l'intérêt.

Le fait que l'intérêt des capitaux réels peut, en tout temps, s'écarter de l'intérêt fondamental (*Urzins*), tant au delà qu'en deçà, on le reconnaît facilement en imaginant le cas suivant :

Supposons que la peste ait emporté les trois quarts de l'humanité. Le rapport existant entre prolétariat et capitaux réels en serait renversé ; pour un locataire, il y aurait quatre logements, pour chaque valet de ferme, quatre charrues, pour un personnel, quatre usines. Dans de pareilles conditions, les capitaux réels ne produiraient plus d'intérêts. La concurrence entre propriétaires et entre patrons ferait baisser les loyers et les bénéfices commerciaux à tel point, que les frais d'entretien et d'amortissement ne seraient jamais couverts.

C'est ainsi qu'à la Plata, chef-lieu de province de la République Argentine, durant la crise de 1890-1895, on pouvait occuper gratuitement les plus belles maisons. Les propriétaires ne touchaient rien, pas même les frais d'entretien.

Dans des circonstances pareilles un seul capital subsisterait ; *l'argent*. Quand toutes les autres formes de capital auraient perdu leur rentabilité, l'argent ne serait pas contraint de renoncer à ses prétentions quant à l'intérêt, même si 99 % de la population avait disparu. Les moyens de production seraient libérés de l'intérêt, mais *leurs produits*, les marchandises, devraient néanmoins, pour s'échanger, continuer à payer à l'argent le même intérêt, comme s'il ne s'était rien passé.

Voilà qui jette une vive lumière sur la nature de l'argent et sur le rapport entre celui-ci et les capitaux réels.

En admettant que la peste n'ait rien changé à la quantité d'argent, la disproportion entre l'argent et les marchandises imprimerait aux

prix une hausse vertigineuse. Mais sur l'intérêt, la surabondance d'argent n'aurait aucune influence. Nous avons montré en effet qu'entre prêteurs, il ne peut exister de concurrence. L'intérêt brut subirait même une hausse. (V. 7. Eléments de l'intérêt brut.)

Faut-il dire que dans des circonstances semblables, personne n'emploierait son argent à la construction d'une usine ? Cela ne se reverrait que quand les ravages du temps, l'accroissement de la population, et des fléaux comme l'incendie, auraient réduit l'offre de capitaux réels au point de rétablir le rapport initial ramenant l'intérêt des capitaux réels au taux de l'intérêt fondamental.

Par suite d'événements extraordinaires, l'intérêt des capitaux dits réels peut donc en tout temps tomber au-dessous de l'intérêt fondamental. Mais alors intervient la destruction naturelle à laquelle le capital est exposé (Voir le bilan annuel des naufrages et dégréements, des incendies, des catastrophes de chemin de fer, des amortissements industriels, etc.) et le fait que l'argent ne permet pas que l'on crée de nouveaux capitaux réels aussi longtemps que l'intérêt du capital existant n'atteint pas le taux de l'intérêt fondamental. Cette destruction et cette interdiction finissent toujours par rétablir la proportion initiale entre la demande et l'offre de capitaux réels.

Reste à demontrer que l'intérêt des capitaux réels ne peut se maintenir *au-dessus* de l'intérêt fondamental.

Nous reconnaissons que le phénomène peut se produire dans des conditions particulières et que dans maints pays il peut même durer des dizaines d'années par suite d'une immigration massive. Nous nous empressons même de le reconnaître parce que ce fait constitue la preuve péremptoire de l'exactitude de la doctrine selon laquelle l'offre et la demande déterminent quel intérêt rapporteront les capitaux réels.

J'ignore quelle est la part qui correspond, en Amérique, à une famille d'ouvriers, dans le capital que constituent habitations, moyens de production, magasins, voies ferrées, canaux, installations maritimes, etc. Cette fraction atteint peut-être 5.000 ou 10.000 dollars. Admettons qu'elle soit de 5.000. Dans ce cas, les Américains, pour fournir aux immigrants, soit à quelque 100.000 familles par an, le logement et l'emploi, doivent produire chaque année $5.000 \times 100.000 = 500$ millions de dollars de maisons, d'usines, de voies ferrées nouvelles.

Si tous les ouvriers allemands émigraient en masse aux Etats-Unis, tout y manquerait pour les héberger et les employer. Cette pénurie d'usines, de machines, de maisons ferait baisser les salaires, tout en faisant hausser vertigineusement les loyers. L'intérêt des capitaux réels s'élèverait bien au-dessus de l'intérêt fondamental.

Généralement, un tel phénomène échappe à l'observation directe parce que les diverses formes de capitaux augmentent de prix lorsque l'intérêt qu'elles rapportent augmente ; ainsi une maison qu'on peut

vendre 10.000 marks, quand elle rapporte 500 marks d'intérêts, peut se vendre 20.000 marks, si l'intérêt qu'elle rapporte monte à 1.000 marks. Mathématiquement cet immeuble ne produit toujours que 5 % d'intérêts. Pour établir le prix, c'est toujours le taux de l'intérêt fondamental qui sert de mesure.

Il nous faut expliquer ici comment toute hausse de l'intérêt du capital réel au delà de l'intérêt fondamental déclenche naturellement et forcément un accroissement continuel et automatique de la création de nouveaux immeubles, etc. ; création dont le poids fera redescendre, dans un temps plus ou moins rapproché, l'intérêt de ces biens à son point d'équilibre, le taux de l'intérêt fondamental, et l'y fera redescendre aussi automatiquement que, dans le cas opposé, on l'y a vu remonter. Nous devons prouver qu'il n'y a à cela aucun obstacle ni économique, ni psychologique ; que la volonté de travail, la puissance de travail, aussi bien que l'appui de la nature suffisent pour créer partout des capitaux en quantité telle, que l'offre de ceux-ci doive ramener l'intérêt qu'ils produisent, au niveau fixé par l'intérêt fondamental.

(Le mot de Flürscheim (1) n'est pas un non-sens : « L'intérêt est le père de l'intérêt ». Ce qui signifie que les charges de l'intérêt empêchent le peuple de produire l'offre de capitaux réels nécessaire à la suppression de l'intérêt, tout à fait comme le fermage empêche les paysans d'acheter la terre prise à ferme et de la payer. Malheureusement la sentence : « L'intérêt est le père de l'intérêt » prétend implicitement qu'un intérêt croissant doit être la cause d'une nouvelle et irrésistible hausse de l'intérêt. Si, comme Flürscheim le prétend, la loi de la pesanteur s'applique à l'intérêt dans sa chute, lors de son ascension elle doit agir en sens inverse : avec les méthodes d'investigations de Flürscheim ce paradoxe était inexplicable.)

Voici un fait qui montre que de telles quantités de capitaux peuvent surgir. En un temps relativement bref, les Etats-Unis ont passé dans le marché international des capitaux, de la demande à l'offre. Ils ont exécuté par leurs propres moyens les travaux gigantesques de Panama. Par les dots, ils ont sauvé de la ruine bien des maisons princières d'Europe et ils cherchent encore dans le monde des débouchés pour leurs capitaux en excédent. Le fait est d'autant plus convaincant que l'afflux massif d'immigrants complètement démunis a fait monter, aux Etats-Unis, la demande à un niveau anormal, et que le progrès y a été entravé par des crises multiples et désastreuses.

Ceci n'est que le fait. Il reste à l'expliquer.

L'intérêt que produit le capital dit réel stimule l'épargne ; plus l'intérêt est élevé, plus l'excitation est forte. Il est vrai que plus l'inté-

(1) The Economic Problem *by Michael Flürscheim*, Xenia, U. S. A., 1910.

rêt est élevé, plus la charge en est lourde et plus il est difficile à celui qui paie l'intérêt d'épargner en vue de se constituer un capital. Mais dans l'état de choses actuel, les réserves des classes laborieuses, sur qui pèse l'intérêt, ne contribuent que pour une faible fraction à la création de nouveaux capitaux (1). La majeure partie de ces capitaux provient des excédents des capitalistes, et ces excédents croissent évidemment en proportion de leurs revenus, c'est-à-dire en *proportion du taux de l'intérêt du capital.*

A ce propos il convient de remarquer ce qui suit :

Le revenu des ouvriers croît, quand l'intérêt du capital *baisse*; le revenu des rentiers croît, quand le taux d'intérêt *croît.* Chez les patrons, dont les revenus sont formés en partie du salaire de leur propre travail et en partie d'intérêts du capital, les mouvements de l'intérêt ont des effets variant de l'un à l'autre suivant l'importance relative de leurs deux sortes de revenus.

Les ouvriers peuvent donc épargner plus facilement quand l'intérêt baisse, les rentiers, quand il augmente. Il serait simpliste de vouloir en conclure que du point de vue général, il importe peu, pour l'épargne et pour l'accroissement du capital, que l'intérêt hausse ou baisse.

En premier lieu il faut remarquer que chez le rentier, l'accroissement des revenus a sur les dépenses, et partant sur l'épargne, une influence autre que chez l'ouvrier. Cette augmentation ne vient pas, chez le rentier, combler les besoins nombreux et datant parfois de dizaines d'années, que connaît l'ouvrier. Le rentier se résout facilement à économiser tout le surplus de ses entrées ; l'ouvrier ne songe à l'épargne qu'après avoir satisfait d'autres besoins.

Le rentier n'a rien de mieux à faire dans l'intérêt de ses enfants que d'épargner. Dès que le nombre des enfants dépasse la paire, le rentier doit augmenter son capital s'il prétend leur réserver la vie dont il leur donne l'exemple. L'ouvrier, lui, ne connaît pas ce souci ; ses enfants gagneront leur vie en travaillant ; il ne doit rien leur laisser.

Le capitaliste *doit* donc épargner ; il *doit* accroître son capital (quoique cette augmentation fasse fléchir l'intérêt), pour permettre à sa progéniture croissante de mener une vie égale à son rang. Et s'il est forcé d'épargner, il va sans dire que les revenus supplémentaires que lui assigne la hausse de l'intérêt serviront à augmenter son capital.

(1) Les dépôts en caisse d'épargne (le capital du prolétariat) s'élevaient en Prusse à :

Année	Nombre de livrets	Dépôts en millions de mks	Moyenne par livret
1913	14.417.642	13.111	Mks 909
1914	14.935.190	13.638	Mks 913
	(35 livrets par 100 hts.)		

Il faut en conclure que la hausse de l'intérêt du capital, quoiqu'elle se produise toujours aux dépens des classes laborieuses et des petits épargnants, tend à augmenter plutôt qu'à réduire la somme des excédents disponibles pour de nouveaux investissements, de sorte qu'*en haussant, l'intérêt accumule lui-même les forces qui tendent à le réduire. Plus l'intérêt est élevé, plus cette pression agit.*

Aucun exemple ne s'offre ici, ni aucune démonstration mathématique. Les chiffres que nous fournit l'étalon-or ne s'y prêtent pas. Si Carnegie avait augmenté de 20 ou de 50 % le salaire de ses ouvriers, il ne serait probablement jamais parvenu à son premier milliard. Ces aciéries que Carnegie a créées avec l'argent, et qui maintenant augmentent l'offre de capitaux réels, font monter les salaires et compriment l'intérêt, ces aciéries seraient-elles jamais issues de l'épargne des ouvriers ? Les ouvriers n'auraient-ils pas préféré consacrer leurs 20 ou 50 % d'augmentation à une alimentation plus substantielle pour leurs enfants, à un logement plus salubre, à du savon et au bain ? En d'autres termes : tous les ouvriers réunis auraient-ils pu investir dans de nouvelles aciéries des excédents égaux à ceux de Carnegie tout seul, avec ses modestes besoins privés ? (En fait, pour maintenir la proportion existant actuellement entre l'offre des moyens de travail et la demande, les ouvriers auraient dû créer une quantité considérablement plus grande de capitaux réels ; car leur maigre salaire provoque une mortalité infantile révoltante. Une augmentation des salaires eût réduit celle-ci, et, par conséquent, provoqué un accroissement du nombre d'ouvriers et de la demande de moyens de travail.)

A la question susdite, on est tenté de répondre carrément : non ! Et l'on se trompe du tout au tout. En effet, à quoi Carnegie a-t-il abouti en accumulant par son économie ces nouveaux capitaux réels ? Il a fait baisser l'intérêt de ces biens toujours davantage au-dessous du niveau de l'intérêt fondamental et provoqué de la sorte les unes après les autres, des crises qui ont anéanti ou tué dans l'œuf une somme de capitaux égale à celle qu'a pu accumuler l'habile gestion de ce brave homme. Si Carnegie avait partagé entre ses ouvriers les bénéfices de ses affaires, seule une part réduite de cette augmentation de salaire aurait en effet passé à de nouveaux capitaux réels ; mais la part la plus grosse se fût dissipée en une débauche de savon, de lard, et de haricots. Les intervalles entre les crises en seraient devenus plus longs. Les ouvriers auraient subi moins de pertes dues au chômage forcé et auraient récupéré l'argent trop vite dépensé. Le résultat aurait été le même pour l'intérêt : *sans* la parcimonie de Carnegie l'offre de capitaux réels serait aujourd'hui au même niveau qu'*avec* cette économie. La différence entre ce que Carnegie pouvait épargner personnellement et ce que les ouvriers auraient économisé a été régulièrement supprimée par des crises économiques.

L'instinct de conservation chez le capitaliste, et la nécessité pour

lui de léguer un capital à ses enfants, le forcent à constituer des réserves sous forme, bien entendu, de placements à intérêts. Il doit agir ainsi même quand ses revenus baissent ; *l'instinct de conservation agit même de telle sorte, que plus le taux de l'intérêt baisse, plus cet instinct pousse le capitaliste à épargner.* Par exemple, pour compenser par une augmentation de capital la diminution de revenus imputable à la baisse de l'intérêt de 5 à 4 %, le capitaliste doit restreindre ses dépenses, afin de majorer son capital d'un quart.

Si l'intérêt hausse, les capitalistes *peuvent* épargner ; s'il baisse, ils *doivent* épargner. Dans le premier cas, le bénéfice est plus intéressant que dans le second, mais cela n'affecte en rien la signification de cet état de choses. Il n'en reste pas moins vrai que, plus le taux de l'intérêt baisse, plus le capitaliste se voit contraint de restreindre ses dépenses afin d'augmenter son capital, *alors que les difficultés de sa situation proviennent précisément de l'accroissement des capitaux réels.*

Nous affirmions que, d'après les lois de la nature, les capitaux réels tendent à se multiplier au point de se détruire eux-mêmes, c'est-à-dire au point de faire complètement disparaître l'intérêt. Dans le fait qui précède, nous tenons la preuve de notre affirmation : si le taux de l'intérêt fléchit, la volonté et le besoin ne manqueront pas de créer des capitaux nouveaux susceptibles de réduire encore l'intérêt, en supposant que nous débarrassions cet accroissement des capitaux de l'obstacle que lui suscite l'argent traditionnel.

Si l'intérêt passe de 5 à 4 %, le capitaliste devra ménager ses dépenses en vue d'augmenter son capital de 8 à 10. Son projet de bâtir pour les siens à la campagne, il l'abandonnera pour construire en ville une maison de rapport. Cette nouvelle caserne à loyers, malheureusement, fera baisser de plus belle l'intérêt des capitaux bâtis. Pour le capital considéré dans son ensemble, il vaudrait mieux que le capitaliste construise la maison de campagne au lieu de la maison de rapport. Mais pour le capitaliste isolé, c'est le contraire.

Si, devant le nombre des maisons de rapport, l'intérêt passe de 4 % à 3 %, le capitaliste devra s'imposer de nouvelles restrictions. Au lieu de payer les dettes du prince, son futur gendre, il mariera sa fille à un entrepreneur qui consacrera la dot à la construction de nouvelles maisons de rapport, lesquelles, il est vrai, produiront de l'intérêt, mais en feront encore baisser le taux. Et ainsi de suite.

C'est donc une loi naturelle, relevant de l'instinct de conservation chez le capitaliste, de l'instinct qui, précisément, agit le plus puissamment sur l'homme : *plus le taux de l'intérêt baisse, plus élevée est la fraction des revenus que le capitaliste doit consacrer à la création de capitaux réels nouveaux, de capitaux frais, tendant à leur tour à faire baisser l'intérêt.*

Voici, pour illustrer ce que nous avons dit, un exemple :

Aux taux de 5 %, les ouvriers payent en Allemagne une somme d'intérêts se chiffrant par.....	20 milliards
Les capitalistes affectent 50 % de cette somme à de nouveaux investissements, soit.....	10 milliards
et dépensent le reste pour leurs besoins privés.	
De 5 % l'intérêt tombe à 4 %, et le produit des intérêts tombe donc de 20 à.....	16 milliards
De la sorte, les capitalistes perdent.....	4 milliards
Cette baisse des revenus équivaut à une perte de capital de 100 milliards. Elle force les capitalistes à investir une part plus forte de leurs revenus. Au lieu des 50 % consacrés naguère, ils investiront 60 % de ces revenus réduits de 20 à 16 milliards ; au lieu de 10 milliards, ils investiront donc.....	9.6 milliards
Mais une diminution des revenus chez les capitalistes constitue une augmentation de revenus pour les ouvriers. Si les ouvriers versaient la totalité de ce surplus à la caisse d'épargne, la chute de l'intérêt augmenterait de.....	4 milliards
les investissements primitifs (les 10 milliards cités en tête). Les nouveaux placements se chiffreraient donc par	13.6 milliards
soit 4 milliards provenant des ouvriers, plus 9.6 milliards provenant des capitalistes.	
Mais admettons que les ouvriers n'épargnent qu'une partie des dégrèvements que leur vaut la chute de l'intérêt, la moitié, par exemple. Toujours est-il que la chute de l'intérêt, de 5 à 4 % ferait monter la création annuelle de nouveaux capitaux de 10 à	11.6 milliards

Et plus le taux de l'intérêt baisse, plus croît la somme consacrée aux investissements, la force qui fait baisser et baisser encore l'intérêt. Les capitalistes y contribuent par *nécessité*, les ouvriers, parce que l'épargne leur est facilitée. La conformation du capital réel le pousse donc, en quelque sorte, au suicide.

Plus l'intérêt tombe, plus les capitaux réels s'accumulent et accélèrent la chute de l'intérêt. De sorte que la *loi de la chute des corps* est applicable à l'intérêt, bien entendu, en l'absence de la résistance opposée par l'argent traditionnel à la formation de pareilles masses de capitaux réels.

On objecte que si le capital réel ne rapportait pas d'intérêts personne ne voudrait plus construire une maison de rapport, une usine, un

four à briques ; qu'on préférerait dépenser ses économies à des voyages d'agrément plutôt qu'à la construction de maisons dont les locataires mèneraient la belle vie sans payer aucun loyer.

Mais dans ce cas, on entend par « sans intérêts » plus que ces mots ne veulent dire. Le loyer d'une maison de rapport n'est formé d'intérêts que pour une part seulement. Outre l'intérêt du capital immobilier, le loyer comprend la rente foncière, les réparations, les amortissements, les impôts, l'assurance et divers services tels que le nettoyage, le chauffage, la surveillance. Souvent l'intérêt peut représenter de 70 à 80 % du loyer ; dans le centre des grandes villes, cependant, il ne représente généralement que de 20 à 30 %. Donc, intérêts déduits, il resterait encore assez de frais pour empêcher que chacun ne prétende occuper un palais.

Il en est exactement de même des autres capitaux réels. Celui qui les utilise doit s'attendre à payer non seulement les intérêts, mais aussi les frais d'entretien, d'assurance, l'amortissement, la rente foncière, les impôts, etc., charges dont le total égale, quand il ne le dépasse pas, l'intérêt du capital. Parmi tous les capitaux, les maisons sont encore le mieux loties. Pour 2653 sociétés par actions avec 9.201.313.000 marks de capitaux, les amortissements se sont élevés en 1911 à 439.900.475 marcks, soit à peu près 5 % en moyenne. Sans l'entretien et les réparations, il ne resterait plus rien de ces capitaux.

Mais même sans cela, cette objection serait sans fondement, notamment en ce qui concerne *les personnes ayant vécu jusqu'ici de leurs rentes*.

En effet, si ces personnes sont déjà contraintes d'épargner davantage quand l'intérêt baisse, à la disparition totale de l'intérêt elles seront d'autant plus attentives à « manger » le *plus lentement possible* leur bien (qui ne sera plus un capital). Et elles peuvent précisément atteindre ce but du fait qu'il leur est loisible de ne dépenser pour vivre qu'une partie des revenus périodiques provenant des amortissements de leurs biens. Le restant de leurs revenus, elles pourront le replacer dans la construction d'autres maisons, navires, etc. Ces placements, sans leur rapporter d'intérêts, les protégeront du moins de toute perte immédiate. Si elles conservaient de la monnaie franche, non seulement elles ne toucheraient pas d'intérêts, mais elles y perdraient. La bâtisse leur épargnera des pertes de cette nature.

C'est ainsi qu'un actionnaire du Norddeutscher-Lloyd, lorsqu'il n'aura, comme nous le supposons, plus de dividendes à attendre, ne désirera pas toucher la part intégrale qui lui revient des amortissements, dont le Lloyd se sert actuellement pour la construction de nouveaux navires. Il se contentera d'une partie, pour retarder le plus possible le jour où le reste de son avoir lui sera rendu. De sorte qu'on construira toujours d'autres navires, quoique ceux-ci ne procurent pas d'intérêt, mais uniquement des amortissements. Ceci n'empêcherait pas de voir à la

longue le dernier navire du Lloyd tomber en ruines, si d'autres personnes ne venaient remplacer l'ex-rentier vivant d'amortissements, si les ouvriers, désormais délivrés de la charge de l'intérêt, ne se mettaient pas à faire ce qui est devenu impossible au ci-devant rentier. La part des amortissements retirée par l'ex-rentier sera remplacée par l'apport de l'épargnant, soucieux, lui aussi, de pouvoir vivre durant ses vieux jours de ces amortissements.

Il n'est donc pas nécessaire que les maisons, les usines, les navires, etc. produisent de l'intérêt, pour attirer les fonds nécessaires à leur construction. Ces biens constituent, en cas d'adoption de la monnaie franche, le meilleur moyen pour tous les épargnants de conserver leurs économies. En plaçant leurs excédents dans des maisons, des navires, des usines, qui ne produisent pas d'intérêts mais qui se remboursent par des amortissements, les épargnants évitent tous frais de rétention, depuis le temps où ils ont acquis ces excédents, jusqu'à celui où ils les dépenseront ; comme bien souvent des dizaines d'années séparent ces deux époques (que l'on songe à l'adolescent qui épargne pour ses vieux jours), c'est donc un grand avantage qu'offrent ces placements.

L'intérêt est certes pour l'épargne une amorce particulière, mais cette amorce n'est pas indispensable. L'instinct d'épargne suffirait sans elle. D'ailleurs quels que soient les avantages que l'intérêt offre à l'épargne, ils ne balancent pas les obstacles que l'intérêt suscite à l'épargnant. C'est à cause de l'intérêt qu'épargner signifie se priver, endurer le froid et la faim, étouffer dans un taudis. *L'intérêt, que l'ouvrier doit produire avant tout au bénéfice d'autrui, rogne à tel point la part qui lui est due pour son travail que, dans l'immense majorité des cas, il ne peut absolument pas songer à épargner.* Si l'intérêt constitue pour l'épargne un ressort, c'est davantage un obstacle. A cause de lui, seuls des milieux très restreints connaissent la possibilité d'épargner, et dans ces milieux, seuls les ascètes sont capables de le faire. Si l'intérêt tombe à zéro, le revenu du travail sera majoré du montant des charges ainsi supprimées ; la possibilité et la capacité d'épargne s'en trouveront élargies. Il est indiscutable qu'on trouve plus facilement dans 200 marks que dans 100, 5 marks pour l'épargne. Et il est probable que tel qui, tenté par l'intérêt, privait les siens de 10 marks quand il en gagnait 100, ne manquera pas, lorsque l'appât de l'intérêt aura disparu, et qu'il touchera 200 marks, de céder à son penchant à l'épargne et d'économiser, sinon 110 marks, du moins sensiblement plus que 10.

Dans la nature, l'épargne se pratique sans aucune perspective d'intérêt. L'abeille et le hamster épargnent, alors que leurs réserves leur valent non de l'intérêt, mais des ennemis. Les peuples primitifs épargnent aussi, sans même connaître l'intérêt (1). Pourquoi l'homme civi-

(1) Jamais un nègre, un Hottentot, un Mohican n'a tiré d'intérêts de son épargne. Cela n'empêche qu'aucun d'eux ne consentirait à échanger son épargne, c'est-à-dire ses provisions, contre le livret de caisse d'épargne d'un de nos prolétaires.

lisé serait-il fait autrement ? On épargne pour bâtir. On économise en vue du mariage, de la vieillesse ou en prévision de la maladie. En Allemagne, il en est même qui épargnent pour leur service funèbre, et pour la caisse d'enterrement. L'enterrement ne rapporte pourtant au défunt aucun intérêt. Et d'ailleurs, depuis quand le prolétaire épargne-t-il à cause de la caisse d'épargne ? Est-ce que l'argent que l'on cachait jadis dans les matelas produisait de l'intérêt ? Cette forme de l'épargne était encore la plus répandue il y a 30 ans. Les provisions d'hiver ne rapportent pas non plus d'intérêt ; elles donnent même du déchet (1).

Epargner signifie produire plus de marchandises qu'on n'en consomme. Mais que fait l'épargnant, que fait le peuple de ces excédents de marchandises ? Qui conserve ces marchandises, et qui paie les frais de garde ? En répondant que l'épargnant vend ses produits, on ne fait que déplacer le problème du vendeur à l'acheteur, ce qui n'a aucun sens, si on considère le peuple dans son ensemble.

Si donc quelqu'un fait des économies, c'est-à-dire produit plus de marchandises qu'il n'en consomme et trouve pour l'excédent un emprunteur qui s'engage à le lui rendre à une date convenue, sans intérêt, mais aussi sans perte, l'épargnant ne fait-il pas une excellente affaire ? Il épargne de la sorte les frais d'entretien de sa réserve. Il donne cent tonnes de froment frais dans sa jeunesse, et dans ses vieux jours il reçoit en échange 100 tonnes de froment frais (Voir l'histoire de Robinson, au début de cette partie).

Dès que nous éliminons l'argent de la discussion, la restitution pure et simple, sans intérêts, du prêt apparaît comme un service très important de la part de l'emprunteur, du débiteur ; celui-ci prend à sa charge les frais d'entretien du bien prêté. Ces frais, l'épargnant devrait les supporter lui-même s'il ne trouvait personne pour se débarrasser de ses économies. Sans doute, le bien prêté n'occasionne pas à l'emprunteur de frais de conservation, puisqu'il s'en sert (dans le cas du prêt de semences, par exemple) ; mais cet avantage qui appartient bien en propre à l'emprunteur, *dans le prêt sans intérêt, le preneur le transmet gratuitement au bailleur.* Si les prêteurs étaient plus nombreux que les emprunteurs, les emprunteurs se feraient payer l'avantage en question sous la forme d'une ristourne sur le prêt (intérêt négatif).

Donc, quel que soit l'angle sous lequel on examine la question, aucun obstacle d'ordre naturel ne s'oppose au prêt sans intérêt. Au contraire, plus l'intérêt baissera, plus on mettra de zèle à multiplier les maisons, les usines, les navires, les canaux, les voies ferrées, les théâtres, les fours crématoires, les tramways, les fours à chaux, les fonderies, et l'acti-

(1) Quand au moyen âge, les papes interdirent l'intérêt, on ne vit pas circuler plus d'argent. La pénurie de métal monnayable n'y était pas absolument étrangère. Cependant le fait démontre que, même en l'absence d'intérêts, l'épargnant garde son zèle ; il thésaurise le numéraire.

vité atteindra le degré le plus élevé quand ces entreprises ne rapporteront plus du tout d'intérêts.

(Boehm-Bawerk considère comme tout à fait évident qu'un bien présent vaut mieux qu'un bien futur ; c'est même sur cette affirmation qu'il base toute la nouvelle théorie qu'on lui doit. Mais pourquoi cela lui semble-t-il évident ? Voici la singulière explication qu'il fournit lui-même : parce qu'il est possible d'acheter du vin, qui se bonifie dans le cellier, et que l'on pourra revendre plus cher ! (Parmi toutes les marchandises, Boehm-Bawerk n'en a pas trouvé une seconde possédant cette singulière propriété.) Si le vin s'améliore de lui-même, et, paraît-il, sans travail ni frais d'aucune sorte, sans frais de magasinage par exemple, les autres marchandises, les pommes de terre, la farine, la poudre, la chaux, l'acide sulfurique, les peaux, le fer, la soie, la laine, les articles de mode gagneraient-ils aussi en vieillissant ? Leur qualité et leur prix augmenteraient-ils d'année en année ? Dans ce cas, voilà le problème social résolu à la perfection. Il suffira d'amasser assez de marchandises. L'abondance inépuisable de la production actuelle et notre armée de chômeurs s'y prêtent à souhait. Et le peuple tout entier pourra sans plus se déranger, vivre de ses rentes. Les réserves gagneront constamment en qualité et en prix puisque, économiquement, une différence de qualité équivaut à une différence de quantité. D'ailleurs, on ne voit pas pourquoi on ne tirerait pas la conclusion inverse : puisque tous les biens, à l'exception de la monnaie et du vin, se décomposent à la longue ! Or, dans le domaine de l'intérêt, Boehm-Bawerk fut jusqu'à sa mort (en 1914) le chercheur le plus en vue, et ses œuvres ont été traduites en plusieurs langues.)

Les soucis de l'épargnant sortent quelque peu du cadre de cette étude élémentaire de l'intérêt ; mais leur analyse plus poussée éclairerait peut-être la doctrine.

Supposons l'or éliminé de l'échange des marchandises. Quelqu'un veut épargner, se préparer pour la vieillesse un repos à l'abri des soucis. *Immédiatement, un problème se pose : quelle forme va-t-il donner à ses économies* ? Conserver par devers lui ses propres produits ou des produits étrangers, il ne peut y songer un instant. Un trésor de monnaie franche, il ne faut pas non plus y penser. Sa première idée sera de prêter sans intérêts à des patrons, des artisans, des paysans, des commerçants. Plus l'échéance sera longue, mieux cela vaudra. Il est vrai que notre épargnant court ainsi le risque de n'être jamais remboursé. Mais ce risque, il se le fera payer par un supplément : la prime de risque (voir Eléments de l'intérêt brut) ; d'ailleurs, aujourd'hui, dans les prêts de l'espèce, ce supplément ne manque jamais d'accompagner l'intérêt net. Si notre épargnant prétend éviter tout risque de ce genre, il placera ses économies dans la construction d'une maison de rapport. Les locataires lui payeront périodiquement l'amortissement. Actuellement, le loyer comprend également ces remboursements échelonnés des frais

de construction. Le genre de maison dépendra de l'amortissement désiré. L'épargnant la bâtira en pierres s'il se contente de 2 % d'amortissement par an. S'il désire 10 % d'amortissements, il placera ses fonds dans la construction de navires, et s'il en veut 30 %, qu'il achète une fabrique de poudre. Il a le choix. La force que les enfants d'Israël ont accumulée dans la construction des pyramides peut être récupérée intacte, après 4.000 ans, par la chute des blocs de pierre. De même l'épargne accumulée dans la construction d'une maison non grevée d'intérêts peut réapparaître dans son intégrité, grâce aux amortissements payés par le loyer, sans intérêts il est vrai, mais avec le maintien de cet avantage incalculable pour l'épargnant, de pouvoir reporter ses économies d'une époque où il n'en a pas besoin à d'autres moments de sa vie où il en aura l'emploi.

Celui qui bâtit une maison de rapport dans le but de la mettre en location sans intérêts, est à peu près dans le cas d'un prêteur sur gages qui se ferait rembourser par acomptes.

Mais en pratique, les choses ne manqueront pas de s'arranger comme suit : habituellement, des compagnies d'assurance sur la vie déchargeront de tous soucis les petits épargnants, les personnes étrangères au monde. Ces compagnies utiliseront les fonds des épargnants dans la construction de maisons, de navires, d'usines. L'amortissement de ces biens leur permettra de verser aux épargnants une rente viagère : 5 % aux hommes vigoureux, 10 ou 20 % aux malades et aux vieillards. De la sorte, plus d'oncles à héritage. Le dernier clou de l'avoir ferme le cercueil. L'épargnant entame son avoir dès qu'il cesse de travailler, et au décès, l'avoir est épuisé. Dans ces conditions, en effet, nul n'a besoin d'armer ses descendants d'un héritage. Chacun sera suffisamment armé, si l'on délivre le travail des entraves de l'usure. L'homme délivré de l'usure n'a plus besoin de l'appui d'un héritage. Le ressuscité de Naïm n'avait que faire de béquilles. Affranchi de l'usure, l'homme se créera lui-même ses propres biens, et ses excédents pourront alimenter la caisse des compagnies d'assurance sur la vie, telles que nous les entrevoyons. Dans ces caisses, les remboursements au vieux, à titre d'amortissement des maisons, navires, etc., seront constamment compensés par les versements des jeunes, en vue de nouvelles constructions. Les remboursements aux aînés seront couverts par l'épargne des jeunes.

Avant 1914, un ouvrier supportait pour les habitations, moyens de travail, dettes publiques, chemins de fer, magasins, hôpitaux, fours crématoires, etc. la charge de l'intérêt d'un capital de 50.000 marks (1), c'est-à-dire que l'intérêt du capital et la rente foncière lui coûtaient

(1) Avec ses quelque 10 millions d'ouvriers (nous entendons par là tous ceux qui vivent du revenu de leur travail) l'Allemagne paie les intérêts d'un capital d'environ 500 milliards (sol inclus). Chaque travailleur paie donc en moyenne les intérêts d'un capital de 50.000 marks.

directement par les retenues sur les salaires et indirectement par leur influence sur les prix, 2.000 marks par an. Si l'intérêt du capital n'existait pas, le revenu du travail doublerait. Actuellement, si l'ouvrier peut, quand il gagne mille marks, en épargner annuellement cent, il lui faudra longtemps avant de pouvoir vivre de ses rentes. *D'autant plus que l'ouvrier multiplie lui-même, par son économie, les crises qui l'obligent à manger son épargne quand la faillite de la banque ne l'a pas engloutie. Ces faillites ne sont d'ailleurs pas rares en temps de crise.* Si par contre la disparition de l'intérêt vient doubler le revenu du travailleur, il pourra, dans le cas envisagé, épargner non 100 marks, mais 1.100 marks par an : si son épargne ne s'accroît plus « d'elle-même », l'ouvrier verra néanmoins ses dépôts majorés chaque année de cette belle différence. Et cette différence ne se chiffrera pas seulement par l'écart entre 100 (plus l'intérêt) et 1.100 ; *elle sera largement accrue par la suppression du chômage, qui forçait l'ouvrier à manger ses économies.*

Reste à réfuter une objection : il serait impossible d'équilibrer la demande et l'offre sur le marché des capitaux.

On dit qu'avec des machines plus nombreuses, plus perfectionnées, il est possible de travailler à meilleur compte, et que par conséquent, chaque patron profitera de la chute de l'intérêt, pour agrandir ou améliorer son usine. On en conclut que la chute de l'intérêt et surtout sa disparition créeront, sur le marché des capitaux, une telle demande de la part des patrons, que l'offre ne pourra jamais la couvrir, et que par conséquent, l'intérêt ne pourra jamais tomber à zéro.

Voici ce que dit par exemple O. Conrad (1) : « Il est impossible que l'intérêt disparaisse jamais complètement. Si par exemple, un monte-charge épargne 5 ouvriers, touchant par an 4.000 couronnes, au taux de 5 %, ce monte-charge pourra coûter 80.000 couronnes. Si l'intérêt baissait par exemple à 1/100 %, le monte-charge vaudrait d'être placé même s'il coûtait 40 millions de couronnes. Si l'intérêt baissait jusqu'à zéro, ou presque, l'emploi des capitaux prendrait une ampleur inimaginable. Pour remplacer la moindre manipulation, on pourrait placer les machines les plus compliquées et les plus coûteuses. Pour un intérêt nul, il devrait exister des placements de capitaux immenses, illimités. Inutile de prouver que cette condition n'est pas remplie aujourd'hui, et qu'il n'est pas possible qu'elle soit jamais remplie dans l'avenir. »

A cette objection contre la possibilité du prêt sans intérêt, il convient de répondre par la remarque suivante : l'emploi de capitaux entraîne non seulement l'intérêt mais les frais d'entretien, et ces frais sont très élevés, surtout dans l'industrie. C'est ainsi que le monte-charge de 40 millions coûterait certainement, pour son entretien et pour son amortissement, 4 ou 5 millions par an. Ce n'est pas 5 ouvriers,

(1) Jahrbuch für Nationalökonomie und Statistik, Jena 1908.

comme le pense Conrad, mais 4.000 ouvriers à 800 couronnes que le monte-charge devrait remplacer, même s'il n'exige pas un pfennig d'intérêts. L'intérêt étant nul, si les frais d'entretien s'élèvent à 5 % et les amortissements à 5 %, le monte-charge destiné à remplacer 5 ouvriers touchant 800 couronnes ne pourra coûter que 40.000, et non 40 millions de couronnes. Si les frais de construction dépassent ce montant, les frais d'entretien ne seront plus couverts ; on ne bâtira pas le monte-charge, et celui-ci ne créera donc pas de demande sur le marché de l'emprunt.

Là où ne s'imposent pas d'amortissements considérables, comme dans certaines améliorations durables apportées au sol, ce seront les revendications salariales qui viendront restreindre la demande de crédits sans intérêts. Ceci concerne le problème de la rente foncière. Disons cependant ici qu'aucun particulier ne fera sauter des rochers ni ne défrichera des terres, si ce travail ne lui procure aucun avantage. La construction d'une usine, d'une maison de rapport, lui permet de rentrer dans ses fonds par tranches annuelles, à mesure des amortissements. C'est en vue d'être remboursé qu'il bâtit la maison de rapport. Mortel, il veut récolter avant sa mort ce qu'il a semé à la sueur de son front ; c'est pourquoi il ne peut entreprendre que des travaux qui se résolvent en amortissements. Si lui et son œuvre cessent en même temps, il aura calculé juste, c'est-à-dire calculé juste au point de vue individuel. Les réalisations en vue des siècles à venir ne sont pas l'œuvre du mortel, mais de l'éternel, du peuple. Le peuple, qui vit éternellement, compte avec l'éternité, et fait sauter les roches, sans même que ce travail produise d'intérêt ou s'amortisse. Jusque dans la mort, le vieil intendant des forêts dirige le boisement des solitudes. Ces choses-là sont l'affaire de l'Etat. Mais l'Etat n'entreprendra de pareils travaux que dans la mesure où il pourra disposer, sans charge d'intérêt, des fonds nécessaires. De telles entreprises *ne s'opposent donc pas à la franchise d'intérêts ; elles la réclament, au contraire.*

Celui qui fait cette objection oublie en ce qui concerne le simple agrandissement des entreprises (10 tours au lieu de 5, 10 presses à briques au lieu de 5), que celui-ci ne peut se réaliser sans un accroissement correspondant du nombre des ouvriers. *La demande d'argent en vue de l'agrandissement d'une fabrique signifie un accroissement correspondant dans la demande de main-d'œuvre, des revendications salariales accrues, et par conséquent la suppression de l'avantage que l'industriel attendait de l'agrandissement de son entreprise.* L'industriel ne peut donc attendre, *du simple fait de l'agrandissement de son usine,* aucun avantage spécial du crédit sans intérêt. C'est pourquoi l'exemption d'intérêts ne le poussera pas à une demande démesurée de crédits gratuits. Une limite est tracée par les revendications des ouvriers, *lesquels seront seuls à bénéficier de la suppression de l'intérêt,* et cela n'est que tout à fait naturel, car, au fond, la relation entre patrons et ouvriers

ne diffère en rien de la relation existant entre prêteurs sur gages (1) et emprunteurs : la chute de l'intérêt profite aux emprunteurs.

Le patron n'achète pas le travail, ou le temps de travail, pas plus que la force du travail, parce qu'il ne revend pas non plus de la force de travail. Ce qu'il achète et ce qu'il vend, c'est le produit du travail ; et le prix qu'il le paie n'est pas basé sur ce qu'il faut pour élever, instruire et nourrir un ouvrier et les siens (le patron ne s'en soucie pas, on s'en rend compte suffisamment rien qu'à voir l'ouvrier), mais uniquement sur le prix que paie le consommateur. De ce prix, le patron soustrait l'intérêt de ses installations, le prix des matières premières, intérêt compris, et le salaire de son propre travail. L'intérêt correspond régulièrement à l'intérêt fondamental ; le salaire du patron est soumis, comme tous les salaires, à la loi de la concurrence ; quant aux matières premières, le patron en fait ce que tout marchand fait de sa marchandise. Le patron prête à l'ouvrier machines et matières premières, et retire l'intérêt y afférent de la production de l'ouvrier ; le reste est ce que l'on appelle le salaire, qui n'est au fond rien d'autre que le prix de la marchandise livrée par l'ouvrier.

Les usines ne sont donc que des maisons de prêt. Entre le propriétaire d'une maison de prêt et Krupp, il y a une différence de grandeur mais non de qualité. La vraie nature de ces entreprises saute aux yeux dans le salaire à la pièce. En réalité, tout salaire est un salaire à la pièce, car le salaire s'établit pour chaque ouvrier, d'après les pièces que le patron en attend.

Mais à côté du simple agrandissement de l'entreprise, qui augmente la demande d'ouvriers, il y a encore le perfectionnement des moyens de travail eux-mêmes, qui permet d'augmenter la production avec un nombre égal d'ouvriers. Par exemple, un paysan peut doubler le nombre de ses charrues, mais il devra dans ce cas, doubler le nombre de valets de ferme ; si par contre il achète une charrue à vapeur, il cultivera une surface double sans doubler le nombre de ses ouvriers.

Ce *perfectionnement* des moyens de travail (à ne jamais confondre avec *l'augmentation* pure et simple du nombre des machines) est constamment recherché. Car pour les patrons, la seule chose qui compte, c'est le bénéfice net (2) ; et celui-ci sera d'autant plus grand que le maté-

(1) Comme le disait quelque part *Eugen Dühring* : le patron loue, pour ainsi dire, les établissements de production aux ouvriers moyennant une redevance. *Dühring* appelle cette redevance locative : « profit ». *Marx* l'appelle « plus-value » ; nous l'appelons tout simplement : intérêt, intérêt du capital.

(2) Le bénéfice net (le salaire du patron, le revenu du travail du patron, etc.), est ce qui reste après payement de tous les frais d'exploitation, intérêts compris, ce qui reste pour la direction de l'entreprise, à titre de profit. Il n'a rien de commun avec l'intérêt. Dans les sociétés par actions, ce sont les brevets d'invention ou les appointements « scandaleux » de certains ouvriers ou directeurs spécialement habiles ou irremplaçables, qui absorbent ce bénéfice net.

riel d'une usine *devancera* en perfectionnement, celui de la concurrence. D'où la course au perfectionnement des moyens de production, la demande de crédits de la part des industriels qui ne possèdent pas les fonds nécessaires pour remplacer les anciennes installations par les derniers perfectionnements.

Il ne faut cependant pas en conclure que la demande de crédit sans intérêt doive en tout temps se développer en faveur du perfectionnement des moyens de travail, au point de ne pouvoir être couverte par l'offre engendrée par la suppression de l'intérêt. En effet, dans le perfectionnement des moyens de travail, *l'argent nécessaire à la réalisation des inventions n'entre en ligne de compte qu'en second lieu.*

Celui qui a appris à lier un balai peut en faire cent. Mais si on lui demandait, tout en lui offrant de l'argent sans intérêts, de *perfectionner son matériel* de façon à produire plus et mieux à travail égal, la question resterait sans réponse. Tout perfectionnement de matériel est le fruit du travail de l'esprit ; on ne l'achète pas n'importe quand au marché, comme les pommes de terre. Il ne suffit pas de le commander, ni de disposer d'argent à si bon compte que ce soit. Le premier venu peut toujours empocher des millions, avec des inventions dignes d'être brevetées ; mais c'est l'esprit qui manque.

Il se peut que dans 10 ou dans 100 ans les moyens de travail auront été tellement perfectionnés, que les ouvriers produiront le double, le quintuple ou le décuple. Tous les patrons s'empresseront d'acquérir alors ces perfectionnements. Mais en attendant, les patrons doivent se contenter des machines que leur livre la technique arriérée actuelle.

Faisant abstraction de ce fait, admettons que quelqu'un invente une machine coûteuse, permettant à chacun de doubler le rendement de son travail ; une telle invention déclencherait immédiatement une demande gigantesque de prêts en vue de la construction de machines semblables. Chacun voudrait acquérir ce nouveau modèle et abandonner les vieilles machines. Si le prêt sans intérêt était d'usage avant cette date, cette demande nouvelle et énorme ferait réapparaître l'intérêt. Celui-ci pourrait même atteindre un taux inconnu jusqu'alors, dans cette révolution technique qui bannirait toutes les installations existantes. *Mais cela ne durerait pas longtemps. Les marchandises deviendraient, à cause de ce nouveau moyen de production, moins chères de moitié* (non que leurs prix baisseraient, mais qu'à travail égal, on produirait le double de marchandises, et que cette quantité double pourrait s'échanger contre le double d'autres marchandises). *Les citoyens accumuleraient des épargnes considérables. Celles-ci créeraient sur le marché du crédit une offre telle, qu'elle ne tarderait pas à égaler cette demande extraordinaire de crédits et à la dépasser.*

On peut donc dire que toute demande de prêts prenant naissance en

vue du perfectionnement des moyens de production, amène d'elle-même l'offre susceptible de la couvrir surabondamment.

On peut examiner la question sous tous ses aspects : *l'offre de prêts peut toujours couvrir la demande suffisamment pour causer la suppression de l'intérêt. Aucun obstacle d'ordre naturel ne s'y oppose, ni du côté de la demande, ni du côté de l'offre.* Dès que nous éliminons la monnaie traditionnelle, la voie s'ouvre au prêt et à la construction sans intérêt. La suppression de l'intérêt est une conséquence naturelle de l'ordre naturel lorsque celui-ci n'est troublé par aucune intervention artificielle. Tout dans la nature de l'homme et de la vie économique tend vers un accroissement irrésistible des capitaux dits réels (biens réels), accroissement que ne pourrait freiner un seul instant la chute complète de l'intérêt. Le seul trouble-fête, nous l'avons reconnu : c'est le moyen d'échange traditionnel. Ce moyen d'échange, par ses propriétés physiques, offre à son détenteur la possibilité de différer à son gré la demande, sans préjudice immédiat pour lui-même, tandis que les propriétés physiques qui affligent les marchandises font payer cher à l'offre le moindre retard. L'économie privée et l'économie publique attendent toutes deux d'être débarrassées de l'intérêt, et elles s'en débarrasseront dès que l'argent leur laissera les coudées franches.

Nous avons réservé pour la fin de ce chapitre une question dont la place logique était au début ; l'étude de cette question nécessitait certaines connaissances, que nous avons acquises depuis au sujet de l'intérêt, et des développements dont la place était naturellement à la fin plutôt qu'au début.

Nous disions que l'argent en tant que moyen d'échange constitue du capital parce qu'il peut interrompre l'échange de marchandises. Nous pouvons en conclure que lorsque la réforme que nous préconisons l'aura privé de la faculté d'interrompre les échanges, l'argent en tant que moyen d'échange ne sera plus du capital. Il ne pourra plus prélever l'intérêt fondamental.

Cette conclusion est irréfutable.

Mais si, enchaînant les conclusions, on disait : l'argent ne pouvant plus prélever d'intérêt sur les marchandises, on peut compter sur le prêt sans intérêt dès l'adoption de la monnaie franche, on commettrait une erreur.

En tant que moyen de troc, la monnaie franche ne constitue plus, vis-à-vis des marchandises (dans le commerce, donc) un capital ; elle le sera aussi peu que n'importe quelle marchandise vis-à-vis des autres. La monnaie franche tend à exempter de l'intérêt l'échange des marchandises. Mais lors de son introduction, la monnaie franche va trouver sur le marché du prêt un état de choses créé par son prédécesseur (l'or). Et aussi longtemps que cet état de choses créé en vue du prélèvement de l'intérêt subsistera, aussi longtemps que l'offre et la demande rendront possible sur le marché du prêt (sous toutes ses formes) le

prélèvement d'intérêts, on devra payer également de l'intérêt pour les emprunts de monnaie franche. La monnaie franche, lors de son introduction, rencontrera le paupérisme, père de l'intérêt. Ce paupérisme devra d'abord disparaître. Il ne disparaîtra pas du jour au lendemain. C'est alors qu'il faudra travailler. Aussi longtemps que le paupérisme ne sera pas supprimé, les moyens de travail et les marchandises rapporteront de l'intérêt dans toutes les formes d'activité utilisant le prêt (non dans les échanges). Mais la monnaie franche ne subordonne pas ses prestations au prélèvement d'intérêts ; c'est grâce à elle que, par un travail désormais libéré des crises, l'économie populaire pourra se faire un peu de graisse. Ceci tuera cela ; la graisse tuera l'intérêt. L'intérêt se repaît de la sueur et du sang du peuple, mais la graisse, c'est-à-dire l'abondance économique, il ne la digère pas. Pour l'intérêt, la graisse est un poison.

Il est indubitable que la disproportion créée au profit de l'intérêt entre la demande et l'offre, se maintiendra longtemps encore après la réforme monétaire, et ne disparaîtra que peu à peu. Les méfaits millénaires du système monétaire traditionnel (la pénurie de biens réels) ne peuvent pas être réparés par 24 heures de fonctionnement d'une presse à billets. Le manque d'habitations, de navires, d'usines, ne peut naturellement pas être corrigé par du papier multicolore, malgré la foi inébranlable des fidèles de la monnaie papier et du papier monnaie. La monnaie franche permettra de construire, en quantité illimitée, maisons, navires, usines ; elle permettra aux masses de travailler à cœur joie, de transpirer tout leur saoul, et de maudire un état voisin de la mendicité, héritage funeste de l'or. La monnaie franche elle-même ne donnera pas une pierre des villes qui nous manquent. Les presses qui l'imprimeront ne livreront pas une goutte de l'océan indispensable pour noyer l'intérêt du capital, et que devra engendrer un labeur inlassable, avant qu'il ne soit question de franchise d'intérêt. Il faut toujours défendre le peu de liberté que l'on a pu conquérir. Il en sera de même de cette nouvelle franchise, que devra toujours défendre le travail. C'est ruisselant de sueur, que le peuple entrera dans les maisons franches d'intérêt, dans la cité de l'avenir, la cité franche d'intérêt.

Le jour où l'or sera chassé de son trône, et où la monnaie franche entreprendra de servir les échanges, il ne se produira dans le domaine de l'intérêt rien qui soit digne d'être signalé. L'intérêt des capitaux réels existants (des biens réels) restera provisoirement inchangé. Les biens que viendra ajouter à ceux-là le travail désormais ininterrompu du peuple produiront également de l'intérêt. Ils en feront néanmoins fléchir le taux à mesure que leur quantité augmentera. Lorsque, à côté de villes comme Berlin, Hambourg, Munich, se dressera une seconde ville, encore plus grande, l'offre d'habitations couvrira peut-être la demande, faisant descendre l'intérêt à zéro.

Que se passera-t-il aussi longtemps que les capitaux réels rapporteront de l'intérêt ? Comme l'argent permet d'acheter des matériaux dont l'assemblage donnera des capitaux réels produisant intérêt, il est évident que celui qui aura besoin d'emprunter de l'argent devra payer à cette fin un intérêt égal à celui produit par les capitaux réels ; simple question de concurrence.

Les emprunts en monnaie franche coûteront donc de l'intérêt, aussi longtemps que les capitaux réels en produiront. La pénurie de biens réels imputables à l'argent métallique permettra pendant quelque temps encore à ces biens de rester du capital ; leurs éléments, les matériaux et l'argent resteront aussi, pendant quelque temps encore, du capital.

Jusqu'au moment de l'adoption de la monnaie franche, le taux de l'intérêt des capitaux réels dépendra de celui de l'intérêt fondamental. A partir de ce moment, l'intérêt fondamental sera éliminé et le niveau de l'intérêt des emprunts se réglera exactement sur l'intérêt des biens réels. On payera de l'intérêt pour les emprunts, non à cause d'un pouvoir propre à l'argent de rançonner les marchandises, mais parce que, provisoirement, la demande dépassera encore l'offre.

L'intérêt fondamental ne constitue pas un intérêt de crédit ; l'échange d'argent contre de la marchandise, et le droit prélevé à cette occasion n'ont rien de commun avec l'emprunt. L'intérêt fondamental n'est d'ailleurs pas déterminé par l'offre et la demande. Le producteur donne sa marchandise en échange d'argent. C'est une opération d'échange, et l'intérêt fondamental se prélève parce que le teneur d'argent a le pouvoir de permettre ou d'interdire l'échange. L'intérêt fondamental répond à l'avantage que l'emploi de l'argent, comme moyen d'échange, a sur l'emploi des ersatz de l'argent : la traite, l'économie primitive, le troc. Aucune offre d'argent, si grande fût-elle, ne pourrait supprimer cette différence, ni par conséquent l'intérêt.

Pour l'intérêt des biens réels, il s'agit au contraire, non d'un échange mais d'un prêt. Le propriétaire foncier prête sa terre au fermier, le propriétaire prête sa maison au locataire, le fabricant prête sa fabrique à l'ouvrier, le banquier prête son argent à l'emprunteur ; mais le commerçant qui prélève l'intérêt des marchandises, ne prête rien : il échange. Fermier, locataire, ouvrier, débiteur, rendent ce qu'ils ont reçu : le commerçant retire de son argent quelque chose de tout différent de l'argent. Voilà aussi pourquoi l'échange n'a rien de commun avec le prêt, voilà pourquoi l'intérêt fondamental est influencé par des circonstances tout à fait différentes de celles qui influent sur l'intérêt des biens réels. Aussi convient-il de cesser définitivement de désigner deux choses aussi différentes par le même nom d'intérêt.

L'intérêt des biens réels est déterminé par l'offre et la demande. Il est soumis à la loi de la concurrence. Une simple variation du rapport existant entre l'offre et la demande peut l'éliminer. Jamais cela ne serait

possible pour l'intérêt fondamental. L'intérêt des biens réels était jusqu'ici protégé contre pareille variation, du fait que la production de capitaux réels était limitée de telle manière que ces biens pussent prélever un intérêt égal à l'intérêt fondamental.

La monnaie franche n'offre plus cette protection au capital réel. Mais la disproportion indispensable à l'intérêt subsiste encore, entre l'offre et la demande de prêts de toute nature : prêt de maisons, de fabriques, de machines, ainsi que prêts de numéraire.

Dès lors l'élément de l'intérêt pour ces prêts de numéraire ne provient plus du commerce, selon la formule A.M.A.', mais de la production de marchandises : c'est la part du prêteur, dans les marchandises que l'emprunt permet au patron de produire en plus à frais égaux, part que le prêteur exige, puisque l'offre et la demande le lui permettent.

L'intérêt fondamental se prélevait en dehors de la production des marchandises, au moment de l'échange ; non comme participation au surplus de marchandises produit grâce au crédit, mais comme une *part prélevée sur absolument toutes les marchandises* qui dépendaient de l'argent pour leurs échanges. *Il aurait été prélevé même si tous les ouvriers avaient été pourvus personnellement de leurs propres moyens de production, même si ces moyens avaient été exactement égaux, même si toutes les dettes avaient été payées, même si chacun avait payé ses achats au comptant, si chacun avait habité dans sa propre maison, si le marché de l'emprunt avait été fermé, si tout prêt avait été interdit, et même si l'Eglise avait défendu toute perception d'intérêt.*

La demande de prêts, sous la forme de moyens de travail, provient du fait qu'à l'aide de ces moyens de travail, on obtient des marchandises plus nombreuses et meilleures que sans ces moyens. Si dans cette demande l'ouvrier rencontre une offre insuffisante, il devra abandonner au prêteur une partie du surplus qu'il espère produire à l'aide des moyens de travail désirés ; il y sera contraint par le simple fait de la disproportion entre l'offre et la demande. Après l'introduction de la monnaie franche, cette disproportion subsistera encore un certain temps.

Aussi longtemps que le moyen de travail est du capital, le produit du travail reste, lui aussi, du capital, *mais pas en tant que marchandise*, pas là où on débat le prix. En effet, dans les échanges, les comptes d'intérêts relatifs aux marchandises se balanceraient. Mais en dehors de la circulation des marchandises, là où il s'agit, non du prix, mais des conditions d'un prêt, où se présente, non un acheteur mais un emprunteur, là le produit du travail peut se comporter en capital et reste nécessairement du capital aussi longtemps que le moyen de travail est du capital. C'est exactement le contraire qui se produit avec l'argent traditionnel. Celui-ci tire son intérêt non de l'emprunteur mais de la circulation des marchandises. C'est dans les veines mêmes de l'économie sociale que l'argent traditionnel plongeait son suçoir ; la réforme

monétaire lui ampute cet organe. Voilà pourquoi la monnaie franche n'est plus en elle-même un capital. Elle ne peut plus extorquer en toute circonstances l'intérêt. Elle partage le sort des moyens de travail, qui eux aussi ne pourront prélever de l'intérêt qu'aussi longtemps que l'offre restera inférieure à la demande. Si l'intérêt des capitaux réels tombe à zéro, le prêt sans intérêt devient réalité. A la réforme de l'argent, l'intérêt fondamental cesse d'exister dès l'instant où la monnaie franche rencontre les marchandises. La monnaie franche occupe, comme instrument des échanges, le même niveau que les marchandises. C'est comme si, entre le fer et le froment, nous avions introduit comme moyen d'échange, les pommes de terre. Se représente-t-on les pommes de terre prélevant de l'intérêt aux dépens du fer et du froment ? Mais si la monnaie franche supprime l'intérêt fondamental, cela n'entraîne pas la disparition immédiate de l'intérêt dans le prêt. La monnaie franche ouvre simplement la voie au prêt franc d'intérêt ; c'est tout ce qu'elle peut faire.

Cette distinction entre l'intérêt fondamental (*Urzins*) et l'intérêt du prêt (*Darlehenszins*) concentre comme en un foyer de lumière tout ce que nous avons dit jusqu'ici à propos de l'intérêt. On n'avait pas vu l'intérêt fondamental, car il se cachait derrière l'intérêt vulgaire du prêt ; derrière sa créature. Lorsque le commerçant emprunte de l'argent, et incorpore l'intérêt payé de ce chef aux frais généraux grevant ses prix de vente, il s'agit, supposait-on jusqu'aujourd'hui, d'un intérêt de prêt. Le commerçant, disait-on, avance l'argent à la marchandise, il lui fait un prêt ; les producteurs payent l'intérêt. Il ne fallait d'ailleurs pas nécessairement n'être qu'un penseur superficiel, pour accepter cette conclusion erronée. Les apparences sont ici vraiment trompeuses. Il faut examiner les choses très attentivement, pour remarquer que l'intérêt payé par le commerçant pour l'argent qu'il emprunte n'est pas *le point de départ mais le terme de toute l'affaire.* Le commerçant se sert de l'argent pour tirer l'intérêt des marchandises : et comme l'argent ne lui appartient pas, il remet l'intérêt au bailleur de fonds. Il n'est, en l'occurence, que l'encaisseur au service du prêteur d'argent. Si cet argent avait été le sien, le commerçant aurait tout aussi bien prélevé l'intérêt fondamental, et l'aurait empoché. Dans ce cas, où y aurait-il eu emprunt ? Dans le prêt, le service rendu et la contre-partie du service rendu sont séparés par un laps de temps. L'intérêt du prêt se règle précisément d'après le temps qui s'écoule entre l'avance et la restitution. *Mais dans l'échange de l'argent contre la marchandise, lequel permet l'extorsion de l'intérêt fondamental, le service et le service « en retour » sont parfaitement simultanés.* Le prêt laisse un créancier et un débiteur; l'échange ne laisse rien après lui. On entre dans la boutique, on achète, on paie et l'on part. L'affaire n'a pas de suite. Chacun donne et reçoit sur le champ ce qui est demandé. *Comment pourrait-il y avoir là un prêt* ? L'emprunt suppose le plus souvent une gêne pécu-

niaire, un endettement, etc., il suppose toujours l'impossibilité de payer comptant ce que l'on désire. Celui qui achète un pain à crédit, parce qu'il lui est impossible de le payer comptant, obtient un crédit, et payera l'intérêt dans la majoration de prix. Mais quand un paysan amène au marché une charretée de porcs gras, pour l'échanger contre de l'argent, qui oserait parler de gêne pécuniaire ou d'endettement ? Le prêteur donne son superflu ; l'emprunteur prend parce qu'il n'a pas assez. Mais dans l'échange, les deux parties ont à la fois un excédent et un manque ; un excédent de ce que l'offre et un manque de ce que l'on demande.

L'intérêt fondamental n'a donc rien de commun avec l'intérêt du prêt. L'intérêt fondamental est, comme nous l'avons vu, un droit, une rançon, un impôt, tout ce que l'on voudra, sauf le prix d'un prêt. L'intérêt fondamental est un phénomène de nature spéciale, qui doit être étudié en lui-même ; c'est une notion économique fondamentale. Le commerçant est disposé à payer de l'intérêt pour l'argent qu'il emprunte, car il sait que les marchandises le dédommageront. Si l'intérêt fondamental vient à disparaître, si l'argent perd la faculté de prélever l'intérêt fondamental, dès lors le commerçant ne sera plus en mesure d'offrir d'intérêt pour l'argent qu'il emprunte pour acheter des marchandises.

Aidons-nous d'une comparaison avec le troc. Dans le troc, les marchandises s'échangent entre elles sans intérêt. Du temps du troc, quand quelqu'un désirait se procurer quelque chose, non par l'échange mais en prêt, c'était uniquement du rapport entre l'offre et la demande *en matière de prêt*, que dépendait la question de savoir s'il payerait de l'intérêt, et combien pourrait en être exigé. Quand on pouvait mettre en location une maison, et toucher, en fait de loyer, plus que le simple amortissement, il va sans dire que quiconque prenait en location une maison sous la forme de ses éléments, c'est-à-dire empruntait du bois, de la chaux, du fer, etc., devait également payer de l'intérêt (1).

6. Comment on a tenté jusqu'ici d'expliquer l'intérêt du capital.

Sachant à quoi les habitations, les moyens de production, les navires, etc. et l'argent doivent leur qualité de capital, on voudra dès lors savoir comment jusqu'à présent, on a tenté d'expliquer l'intérêt. Celui qui désire étudier à fond cette question, en trouvera un exposé très complet dans le livre de Boehm-Bawerk : « Kapital und Kapitalzins ». C'est à cet ouvrage que nous empruntons l'énumération

(1) Les répétitions accumulées dans ce chapitre visent à prévenir toute confusion entre l'intérêt fondamental, provenant de l'argent, et l'intérêt de prêt.

suivante de ces théories. L'auteur pose la question : D'où le capitaliste tire-t-il l'intérêt et pour quelle raison ? Les réponses qu'il obtient à cette question, il les groupe comme suit :

1. Théories de la fructification ;
2. Théories de la productivité ;
3. Théories de l'utilité ;
4. Théories de l'abstinence ;
5. Théories du travail ;
6. Théories de l'exploitation.

Boehm-Bawerk ne s'est pas borné à critiquer ces diverses théories, mais il a exposé sa propre théorie de l'intérêt. Il était inévitable que dans le jugement qu'il a porté sur les théories des autres, il fût influencé par la sienne, et que par conséquent son attention fût tout spécialement attirée par les passages favorables ou opposés à sa propre théorie, au détriment d'autres passages qui, considérés d'un point de vue différent, auraient gagné en importance et mérité un examen plus approfondi. C'est ainsi par exemple qu'on lit page 47 :

« *Sonnenfels* (1), influencé par *Forbonnais* (2), voit l'origine de l'intérêt dans une gêne apportée à la circulation de l'argent, par la rétention monétaire des capitalistes ; l'argent entre les mains de ceux-ci ne quitte sa cachette qu'attiré par le tribut de l'intérêt. Il attribue à l'intérêt toutes sortes de conséquences néfastes ; il dit que l'intérêt rend les marchandises plus chères ; qu'il diminue la part qui revient à l'effort (le revenu du travail, dirions-nous), au profit de l'homme d'argent. Bref, il dépeint les capitalistes comme la classe de ceux qui ne travaillent pas et vivent de la sueur des classes laborieuses. »

Pour nous, un homme qui défend de telles idées serait quelqu'un d'intéressant ; Boehm-Bawerk juge que pareille théorie ne vaut pas une critique détaillée, et dans sa hâte d'en finir avec l'auteur, il parle d'« éloquence farcie de contradictions ». Il se peut donc que, traitée du point de vue de l'intérêt fondamental, la littérature sur l'intérêt fournirait maints textes intéressants établissant que la force que possède l'argent traditionnel d'engendrer l'intérêt, avait déjà été découverte et décrite avant ce jour.

Passons brièvement en revue les six théories susmentionnées ; à tous ceux qu'intéresserait l'étude approfondie de l'histoire des théories de l'intérêt, nous recommandons l'excellent ouvrage de Boehm-Bawerk cité plus haut.

(1) *Sonnenfels*, Handlungswissenschaft, 2. Aufl., Vienne 1758.
(2) L'auteur ne dit ni où, ni comment.

Une longue analyse de ces théories n'est pas nécessaire ; grâce à la théorie de l'intérêt fondamental, il est facile à chacun d'indiquer l'endroit où le chercheur a été détourné de la bonne route par la fille du Roi des Aulnes, et ou il s'est embourbé dans le marais de la valeur.

1. *La théorie de la fructification* utilise un rapprochement hardi pour faire dériver l'intérêt de la rente foncière. Puisque l'argent permet d'acheter un champ qui rapporte de l'intérêt, l'argent, lui-même, et tout ce que l'on peut acheter avec l'argent doit rapporter de l'intérêt. Très bien ; mais cette théorie ne dit absolument rien, car elle n'explique pas pourquoi l'argent, déclaré stérile, peut s'échanger contre un champ qui produit de l'intérêt. Parmi les propagateurs de cette théorie, nous rencontrons Turgot et Henry George. Comment ces sages sont-ils tombés en compagnie aussi frivole ? C'est inexplicable. Peut-être s'agit-il pour eux d'une simple boutade, servie pour provoquer la contradiction et attirer l'attention des autres sur le problème de l'intérêt.

2. *La théorie de la productivité* (le productivisme) explique l'intérêt par le fait que le moyen de travail (le capital) assiste la production (le travail). Cela est vrai, car que pourrait un prolétaire sans moyen de travail ? Mais il paraît que le surplus de production doit logiquement et naturellement revenir au propriétaire du moyen de travail. Et voilà qui n'est pas du tout évident, et qui est même totalement faux ; la preuve immédiate en est *que le travail et le moyen de travail ne sont pas susceptibles d'être séparés, qu'il est absolument impossible de déterminer quelle part de production revient au travail, quelle part revient au moyen de production. Si l'intérêt provenait du fait que le prolétaire peut produire plus avec les moyens de travail* qu'avec les mains nues, dans la majeure partie des cas il ne resterait absolument rien pour le travailleur. Car que peut faire l'ouvrier des champs, sans charrue et sans terre, le conducteur de locomotive sans chemin de fer ? Le travail et le moyen de travail sont inséparables ; le partage de la production entre le propriétaire des moyens de production et l'ouvrier doit se régler sur autre chose que la mesure dans laquelle la production est aidée par les moyens de travail. Mais alors, sur quoi se règle le partage ?

Nous disons : l'offre et la demande des moyens de production déterminent la proportion selon laquelle ouvriers et propriétaires des moyens de travail se partagent la production, et ceci sans égard pour la productivité des moyens de travail. Le moyen de production facilite le travail ; c'est la cause de la demande de la part du prolétaire ; mais cette demande unilatérale ne suffit pas à déterminer l'intérêt : l'offre a également voix au chapitre. Dans le partage de la production entre prolétaires et capitalistes, tout dépend de la proportion existant entre l'offre et la demande. Le capitaliste ne pourra attendre de l'intérêt de son moyen de travail, qu'aussi longtemps que la demande dépassera l'offre. Et,

par surcroît, plus grande est la productivité du moyen de travail mis par le capitaliste à la disposition de l'ouvrier, *plus la production augmente et, avec elle, l'offre de moyens de travail, et plus l'intérêt baisse.* D'après cette théorie de la productivité, c'est le contraire qui devrait se produire : un accroissement de la productivité du moyen de travail devrait provoquer un accroissement de l'intérêt. Si on décuplait en moyenne la productivité des moyens de travail, il devrait en résulter (d'après la théorie de la productivité) un bénéfice prodigieux pour le capitaliste ; alors qu'il est évident que par suite d'un pareil événement, l'offre de moyens de travail dépasserait vite la demande, et que sous la pression de l'offre, l'intérêt disparaîtrait complètement. (En supposant que l'argent ne puisse pas apporter d'obstacle à un tel développement).

La théorie de la productivité n'est pas en mesure d'expliquer l'intérêt, car elle traite le capital, non du point de vue dynamique (non comme une force), mais statiquement (comme une matière) (1). Elle ne voit que la demande, qu'engendre l'utilité du moyen de travail, et ne soupçonne pas le rôle de l'offre. Pour elle, le capital n'est que de la matière ; elle ne voit pas les forces qui sont nécessaires pour transformer la matière en capital.

3. *Les théories de l'utilité,* dit Boehm-Bawerk, dérivent des *théories de la productivité.* « L'idée qui est à la base des théories de la productivité est simple. Mais Boehm-Bawerk la brouille d'une manière étonnante. Il en fait une question de valeur, sans même dire à quelle théorie de la valeur il s'en réfère. Quand il parle de la valeur du produit, on peut croire qu'il s'agit du rapport dans lequel les marchandises s'échangent entre elles. Mais que se représenter quand l'auteur parle de « valeur du moyen de production » ? Les moyens de travail ne s'échangent que par exception ; pour eux, on parle d'intérêt, et non plus du prix. Si le cas exceptionnel se présente, qu'un patron vende sa fabrique, le prix se règle alors sur l'intérêt rapporté, ainsi qu'on peut le voir quotidiennement aux fluctuations des cours des actions industrielles, et au fait que le prix d'un champ est la somme dont les intérêts égalent la rente que cette terre produit. D'ailleurs quelle théorie de la valeur pourrait-on bien invoquer à propos d'un champ ? Si l'on décompose en ses éléments l'usine à vendre, si on la divise en marchandises, pour établir sa « valeur », il s'agit alors de marchandises et de prix, et non plus de moyens de travail ni d'intérêt. La marchandise est produite en vue de la vente, le moyen de travail, lui, est produit pour l'usage privé ou, comme capital, en vue du prêt. Existe-t-il donc une théorie de la valeur, applicable simultanément aux marchandises et aux moyens de travail, au prix et à l'intérêt ? Il règne sur ce terrain un brouillard épais.

(1) Voir Dr Th. Christen : Das Geldwesen ein dynamisches System, Berne, 1931.

L'auteur écrit, page 131 :

« Par exemple, il est évident que lorsqu'on a démontré que le capital permet de produire des biens ou qu'il permet de produire plus de biens, on ne peut pas tenir pour démontré que le capital est capable de produire plus de *valeur* qu'on en aurait pu produire sans lui (1), ou bien plus de *valeur* qu'il n'en a lui-même (2). La substitution de ces dernières notions (!) aux premières dans la démonstration, constituerait, comme on le voit, une véritable pétition de principe. »

Ces propos sont peut-être parfaitement clairs pour tous ceux qui se font la même idée que Boehm-Bawerk de ce qu'on nomme la valeur, ainsi que de la matière de valeur, de la production de valeur, des machines de valeur, des conserves de valeur, des réserves de valeur, et de la valeur fossile. Mais rien ne permet de supposer que tous les lecteurs ont là-dessus les mêmes idées. Le problème de la valeur serait-il, par hasard, résolu ? Pour bien des gens, quand on leur parle de valeur, il s'agit « évidemment » des marchandises, déterminées en qualité et en quantité, que l'on peut échanger. Celui qui *comprend* la « valeur » de cette façon, trouvera tout à fait évident que la capacité du capital de produire plus de biens implique la capacité de produire plus de valeur. Par exemple, si l'emploi généralisé de la vapeur vient à doubler en général le rendement du travail, chacun recevra en échange de sa production double, le double de marchandises ; dans ce cas, si quelqu'un appelle « valeur » de sa production ce qu'il obtient en échange de celle-ci, il échangera sa production, doublée par la machine à vapeur, pour une valeur exactement doublée.

4. *La théorie de l'abstinence* de Senior s'engage dans la bonne voie. Elle explique l'intérêt par la disproportion existant entre l'offre et la demande de moyens de travail. Elle emprunte la bonne route, mais elle s'arrête à mi-côte. Senior tient la plupart des humains pour des prodigues, aimant mieux passer quelques jours dans le septième ciel, quitte à vivre d'emprunt le reste de l'année et à payer de l'intérêt, que de renoncer à la jouissance immédiate. De là, la pénurie de moyens de travail, de là, la disproportion entre l'offre et la demande, de là l'intérêt. Les rares humains qui pratiquent l'abstinence voient leur vertu récompensée par l'intérêt. Et encore, si ces rares mortels pratiquent l'abstinence, ce n'est pas qu'ils préfèrent la jouissance future à la dissipation immédiate ; ce n'est pas non plus qu'ils veuillent épargner durant leur célibat en vue de leur mariage, ni pendant leur jeunesse en vue des vieux jours, ni, en bons pères de famille, en faveur des enfants : c'est uniquement parce que l'épargne produit de l'intérêt. Sans ce prix de vertu, ces gens-là comme les autres vivraient au jour le jour, négligeraient de garder des pommes de terre à planter et anéantiraient la

(1) Encore la machine à valeur !
(2) Encore la matière de valeur !

récolte dans un banquet monstre. Sans l'intérêt, personne n'aurait de motif d'accumuler et de conserver un capital ; il est évident, n'est-ce pas ? que la jouissance présente est toujours préférable à la jouissance future. Nul ne sait s'il vivra demain, et s'il lui sera donné de profiter de ce qu'il aura entassé.

Tout de même, ce que les hommes sont peu abstinents, à côté des hamsters et des abeilles. Quand on y pense bien, on se demande comment il se peut que le genre humain existe encore et surtout comment on ose encore prêter son argent à quelqu'un. Celui qui gère si mal son propre bien résistera encore bien moins, s'il s'agit du bien d'autrui, à la tentation de sacrifier à la douce jouissance d'aujourd'hui, celle de l'avenir ; comment se peut-il qu'il veuille encore payer les intérêts et rendre le principal ? Si nos ancêtres avaient coutume d'anéantir dès l'été les provisions pour l'hiver, c'est miracle que nous ayons vu le jour. Mais peut-être renonçaient-ils à la consommation immédiate parce que les provisions produisaient intérêt dans la cave, en ce sens qu'elles y devenaient toujours meilleures et qu'elles y gagnaient constamment en qualité et en quantité.

Il y a néanmoins du vrai dans la théorie de Senior. Aucun doute : l'intérêt doit son existence à la pénurie de capital ; et cette pénurie ne peut provenir que de la prodigalité. *Toutefois, remarquons-le, les dissipateurs ne sont pas ceux qui payent les intérêts mais ceux qui les touchent.* Ce n'est pas leur propre bien que les capitalistes dilapident ; c'est le bien d'autrui. *Le chômage qu'ils provoquent par la rétention de l'argent, en vue de pouvoir prélever l'intérêt, sévit au détriment d'autrui.* Les capitalistes gaspillent le bien des autres ; ils gaspillent la force de travail du peuple, courageux et économe ; ils laissent périr, comme si c'était de la surproduction, pour des milliards de marchandises dans les crises économiques ; et ce aussi aux dépens d'autrui. Tout cela, de crainte de voir naître la surproduction du côté du capital, et par là, la chute de l'intérêt. *Voilà d'où viennent la pénurie de capital et l'intérêt.* Ce n'est donc pas chez les ouvriers qu'il faut aller prêcher l'abstinence, mais chez les capitalistes, au milieu de la dilapidation du travail. Les ouvriers ont prouvé qu'ils sont capables de pratiquer l'abstinence au point de mourir de faim, lorsqu'il s'agit d'arracher au capital une part infime de son butin. Cette abstinence héroïque, ils l'ont pratiquée dans cent grèves ; et on peut supposer que si l'on parvenait à faire accroire aux ouvriers qu'il suffit, pour anéantir l'intérêt, d'épargner, de ne plus chiquer et de ne plus boire d'eau-de-vie, ils le feraient. Mais quelle serait aujourd'hui la conséquence d'une pareille décision ? A peine l'intérêt des capitaux réels baisserait-il au-dessous de l'intérêt fondamental, que la crise éclaterait, et le krach général pillerait l'épargne, le fruit des privations de l'ouvrier.

Quoi qu'il en soit, la théorie de l'abstinence aboutit à la contradiction suivante : travaillez, donnez-vous de la peine, afin de produire

et de vendre beaucoup, mais achetez le moins possible. Endurez le froid et la faim, privez-vous, n'achetez rien de ce que vous produisez (c'est-à-dire de ce que vous destiniez précisément à la vente), afin de gagner ainsi le plus d'argent possible, et de réserver ces excédents pour la création de nouveaux capitaux réels !

C'est à cette contradiction flagrante que se seraient heurtés les auteurs de la théorie de l'abstinence, s'ils étaient allés plus avant dans la voie où ils s'étaient engagés. Ils auraient alors remarqué ce que Proudhon découvrit en suivant probablement la même voie qu'eux : la pénurie monétaire. Ils auraient vu que l'or barre aux marchandises la route vers les capitaux réels, que la mévente faisant baisser les prix, *l'or empêche la production de marchandises de passer à la surproduction de capitaux*, ce qui ferait baisser l'intérêt et vivifierait le commerce.

5. *Les théories du travail* expliquent l'intérêt, tout bonnement en l'appelant le produit du travail du capitaliste ! Pour Rodbertus, la perception de l'intérêt est une charge (*ein Amt*) ; pour Schaffle, c'est en économie politique une profession, et il se contente de dire que les « services » en sont coûteux ; quant à Wagner, il appelle les rentiers « les fonctionnaires de la collectivité pour la formation et l'utilisation du fonds national des moyens de production ». Et Boehm-Bawerk fait à ces érudits l'honneur de les compter parmi les théoriciens de l'intérêt !

6. *Les théories de l'exploitation* expliquent que l'intérêt est une part prélevée de force sur le produit du travail ; le propriétaire des moyens de production se l'adjuge, et est en mesure de se l'adjuger, parce qu'il est impossible aux ouvriers de travailler sans moyens de production, et qu'ils doivent travailler pour vivre.

Cette théorie est-elle bien la seule à mériter le nom de « théorie de l'exploitation » ? L'abstinent (théorie de l'abstinence) n'exploite-t-il pas en quelque sorte la situation économique, en profitant de la pénurie de capitaux sur le marché, pour extorquer l'intérêt ?

Les champions de la théorie de l'exploitation sont Marx et les social-démocrates. Selon cette théorie, la part que les propriétaires des moyens de production s'adjugent dans la production dépend non des lois naturelles régissant le commerce et la finance, mais — c'est remarquable — de faits historiques et de la morale. Marx dit : « A l'opposé de ce qui se passe pour les autres marchandises, dans la détermination de la valeur de la force de travail, il entre un facteur historique et moral. » (Kapital, vol. 1, p. 124, 6e édition.)

Qu'est-ce que le maintien de la force de travail a bien à voir avec l'histoire et la morale, avec tel pays et tel temps déterminés ? La moyenne de la quantité indispensable d'aliments sera toujours déterminée par l'entretien de la force du travail elle-même. Elle peut varier

avec la difficulté du travail, avec la race, avec la force ou la faiblesse de l'appareil digestif, mais jamais pour des causes historiques ou morales. Si on laisse jouer, dans cette question, fondamentale pour la doctrine marxiste, les lois de la morale, il ne s'agit plus dès lors pour la « force de travail » d'une marchandise. Avec une terminologie aussi spongieuse, on démontre tout ce qu'on veut.

Le capitaliste s'informe soigneusement de la façon dont la mère, la grand'mère et l'arrière-grand'mère de l'ouvrier se nourrissaient, du prix des aliments, de la quantité de nourriture dont l'ouvrier a besoin pour élever ses enfants (car le capitaliste se montre très soucieux de maintenir en bonne santé, non seulement « ses » ouvriers, mais l'ouvrier en général) ; et c'est cette portion congrue que le patron cède à l'ouvrier. Tout le reste, il le garde discrètement pour lui.

Cette répartition du produit du travail entre patrons et ouvriers débarrassait commodément Marx de tout le problème de l'intérêt pour autant que la théorie du salaire comprenne de la sorte la théorie de la rente monétaire et foncière, c'est-à-dire de la plus-value. Mais c'est le point vulnérable de la théorie de l'exploitation. L'erreur de cette théorie n'est pas seulement de supposer que le salaire se règle sur ce que coûte le développement, l'instruction et l'entretien de l'ouvrier et de sa descendance ; l'erreur est aussi de s'en tirer par des détours, en disant que chaque fois que le salaire est au-dessus ou au-dessous de ce niveau, les idées généralement reçue dans le pays déterminent ce qu'il faut à l'ouvrier pour vivre, autrement dit, le niveau de son salaire !

« Dans l'est de l'Allemagne, les salaires ont tellement monté en ces cinq dernières années, qu'ils se distinguent à peine des salaires de l'ouest, et que le déplacement des ouvriers vers l'ouest (*Sachsengangerei*) est en forte régression ». Voilà ce que publiaient les journaux en 1907. Comme les idées sur le minimum vital des ouvriers changent vite ! A la Bourse, il est vrai, les prix vont encore d'un autre train. Néanmoins, une période de 5 ans ne vaut pas qu'on parle de « développement historique ».

Au Japon, les salaires se sont élevés en peu de temps de 300 %. Ce n'est certainement pas que dans ce pays les idées sur la faim et son assouvissement aient changé à ce point en un temps aussi bref. Devant les contradictions qu'elle rencontre à chaque pas, la théorie de l'exploitation fournit des explications qui trahissent l'embarras. Cela sent l'échappatoire.

Il y avait tout autant de raisons d'énoncer comme suit, la théorie de l'exploitation : *Tout ce dont le capitaliste a besoin pour vivre conformément à son rang, tel que le déterminent l'histoire et l'usage dans le pays, et pour laisser à ses enfants un héritage suffisant, il le prend du produit du travail. Le reste, il le jette aux ouvriers sans ce soucier de son importance.* Cet énoncé aurait eu pour les marxistes maint avantage. En tous cas, il sonne mieux ; *car il est évident que le capitaliste songera d'abord à*

lui-même, avant de s'enquérir si le reste suffit à l'ouvrier. Le fait est patent, et les droits d'entrée sur le blé lui ont même donné une large publicité.

De plus, cette théorie explique mal l'apparition du prolétariat indispensable à l'intérêt. Si la grosse industrie est souvent avantagée par rapport à la petite industrie, cela ne prouve pas que l'avantage revienne nécessairement aux propriétaires de la grosse industrie. Il faudrait, pour défendre cette thèse, pouvoir s'appuyer sur une théorie salariale à toute épreuve. Le capital produit actuellement une moyenne de 4 ou 5 % d'intérêts, qu'il s'agisse d'une machine de dix chevaux, ou d'une machine de 10.000 chevaux. Et si la grosse industrie est généralement avantagée par rapport à la petite, cela ne prouve pas que les propriétaires de la petite industrie doivent tomber dans le prolétariat. Les artisans et les paysans ne sont pas nécessairement endormis (et ils ont montré qu'ils ne l'étaient pas) au point de se laisser écraser, les bras croisés, par la grosse industrie. Ils se défendent, réunissent leurs petites industries en une grosse, et combinent souvent les avantages de la grosse industrie aux mille petits avantages de l'artisanat (Coopératives laitières, sociétés pour le battage à vapeur, taureau de village). Ajoutons qu'il n'y a aucun avantage pour la grosse industrie à ce que les actions soient entre les mains des rentiers plutôt qu'entre celles des ouvriers.

Bref, l'origine du prolétariat n'est pas si facile à éclaircir. L'explication est déjà facilitée si l'on fait intervenir les lois de la rente foncière et l'expropriation par la force des armes. Mais alors comment le prolétariat naît-il dans les colonies ? On n'y tire pas l'épée, et le sol franc s'y offre à chacun, sous l'égide de la métropole.

Dans les colonies allemandes du Brésil (Blumenau, Brusque), de nombreuses industries ont pris naissance, notamment des tissages ; dans ces fabriques, les filles des colons allemands viennent travailler dans des conditions misérables et pour des salaires de famine. Les pères, les frères et les maris de ces femmes prolétaires ont pourtant à leur disposition des étendues illimitées de sol excellent. Des centaines de filles de colons allemands sont placées comme servantes à Sao-Paulo.

Quand on considère la liberté actuelle d'établissement, la facilité avec laquelle l'ouvrier peut atteindre les régions inhabitées et acquérir du terrain (1), et les avantages de l'exploitation en grand rendus accessibles par l'association, il n'est pas facile d'expliquer pourquoi le prolétariat persiste, et surtout pourquoi il se développe ; d'autant plus que la législation bourgeoise actuelle défend le prolétaire contre le brigandage économique.

(1) En avril 1912, le Norddeutscher Lloyd demandait, pour la traversée d'Europe en Argentine, 100 marks, c'est-à-dire à peu près le salaire hebdomadaire d'un moissonneur.

Mais à côté de la force des armes, des avantages de la grosse industrie, et des lois de la rente foncière, il existe encore une cause de prolétarisation qui a échappé jusqu'aujourd'hui à l'attention des théoriciens de l'intérêt. *Notre monnaie traditionnelle est capable de prolétariser complètement les masses ; elle n'a besoin pour cela d'aucune aide. Le prolétariat apparaît inévitablement là où circule notre monnaie traditionnelle. C'est le corrollaire de l'argent traditionnel. Sans échappatoire, sans peine, sans si ni mais, le prolétariat se déduit directement de notre monnaie classique. La mendicité généralisée doit inévitablement accompagner notre argent.* Dans les temps passés, le glaive s'est bien comporté, quand il s'agissait de séparer le peuple de son moyen de travail ; mais le fer ne permet pas de conserver le butin. Par contre, il est impossible de séparer l'argent de sa proie. L'intérêt adhère mieux à l'argent que la rente du sang et la rente du sol ne tiennent à l'épée.

Bref, les détrousseurs du peuple peuvent être nombreux, et leurs armes, variées ; mais ces armes se rouillent. Seul l'or ne se rouille pas. Seul l'or peut se glorifier de ce que rien ne peut lui ravir sa rente ; ni le partage entre héritiers, ni aucun décret, ni le coopératisme, ni le communisme. L'intérêt de l'argent a bravé et brave encore les lois, et jusqu'à l'anathème du Saint-Père. On peut, tout en conservant la propriété foncière privée, faire rentrer dans les caisses de l'Etat la rente foncière (impôt foncier) ; mais aucun décret ne peut arracher à l'argent la moindre parcelle de ses intérêts.

Notre argent traditionnel a donc créé la masse prolétarienne indispensable à la théorie de l'exploitation et il a immunisé cette masse contre toutes les forces naturelles tendant à la résorber.

Pour être complète, la théorie de l'exploitation doit donc faire encore un pas, et chercher l'intérêt non dans l'usine, non dans la propriété privée des moyens de production, mais plus loin, dans l'échange des produits du travail contre l'argent. *La frustration du peuple de ses moyens de travail est la simple conséquence, et non la cause, de l'intérêt.*

7. Les éléments de l'intérêt brut.

Intérêt fondamental, prime de risque et prime de hausse (1).

Celui qui soumettrait la présente théorie à l'épreuve des chiffres fournis par la statistique, constaterait de fréquentes discordances. La cause en est que le taux de l'intérêt comprend généralement, à côté de l'intérêt fondamental, d'autres éléments qui n'ont rien de commun avec l'intérêt proprement dit.

(1) J'ai substitué la dénomination de « prime de hausse » (*Hausseprämie*) au mot « ristourne » que j'employais antérieurement, car elle exprime mieux l'idée de part prise par le prêteur d'argent dans le bénéfice de la hausse des prix en perspective.

En plus de la *prime de risque* (assurance) le taux de l'intérêt contient encore un élément particulier, déterminé par le mouvement du niveau général des prix des marchandises. Cet élément, nous l'appellerons *prime de hausse* (*Hausseprämie*). La prime de hausse est la *participation du prêteur d'argent au bénéfice de la hausse des prix que l'on entrevoit.*

Pour saisir la nature de cet élément de l'intérêt brut, il suffit d'observer la réaction de l'emprunteur et du prêteur quand la hausse est en vue. La hausse générale des prix a ceci de particulier, qu'elle permet de rembourser l'emprunt total, au moyen d'une partie seulement du produit de la vente des marchandises que l'emprunt avait permis d'acheter ; la hausse offre donc, à côté du bénéfice régulier, un profit supplémentaire, un surplus. Cet alléchant surplus crée un désir d'achat, qui s'enfle d'autant plus que la hausse s'annonce plus forte et que la foi dans le caractère durable de la hausse semble fondée.

Celui qui travaille avec l'argent d'autrui réclame alors aux banques des liquidités jusqu'à la limite de son crédit (lequel augmente généralement lorsque la hausse vient favoriser les débiteurs) ; quant à celui qui jusqu'alors prêtait son argent, il cherche à faire lui-même des affaires, et n'y renonce que *si l'emprunteur lui consent une participation au bénéfice prévu, c'est-à-dire une augmentation du taux de l'intérêt.*

La hausse générale des prix (la « conjoncture ascendante », la marée montante des affaires) inflige au porteur d'argent liquide et de créances rédigées en espèces (fonds d'Etat, hypothèques), une perte consistant en ceci, qu'il obtient de moins en moins de marchandises pour son argent. Le porteur ne peut éviter ce préjudice qu'en vendant ces papiers, et en achetant des actions, des marchandises, des habitations, pour lesquelles une hausse générale est en vue. Cette double opération étant réalisée, il n'aura plus rien à craindre ; les préjudices seront pour l'acquéreur du papier dangereux. Mais l'acquéreur, au courant de la situation, ne voudra payer ce papier que d'autant meilleur marché. Il n'achètera ces valeurs qu'au-dessous du prix (cours) ; autrement dit, il exigera un escompte. Il en résultera une sorte de compensation.

Les rusés se disent : Je n'ai pas d'argent, mais j'ai du crédit ; avec des traites, je vais me procurer l'argent nécessaire et j'achèterai de la marchandise, des actions, etc ; à l'échéance des traites, je revends ces choses qui auront haussé, je paie mes dettes, et j'empoche la différence. Les gens aussi avisés ne manquent pas, et ils se rencontrent tous au même moment dans les mêmes lieux : dans les bureaux des financiers et de la Banque Nationale. On voit là les hommes les plus riches du pays, à côté de petits fabricants et de boutiquiers. Tous manifestent un appétit insatiable d'argent. Devant l'affluence, le banquier désespère de pouvoir satisfaire tout le monde avec l'argent dont il dispose.

(Le pût-il, que l'appel de fonds redoublerait.) Pour contenir la demande, il majore le taux de l'intérêt (l'escompte) et l'élève toujours davantage, jusqu'au moment où le spéculateur commence à se demander si le bénéfice de l'affaire qu'il envisage payera des intérêts aussi élevés. Dès lors l'équilibre est atteint. L'appétit diminue. L'antichambre se désemplit. *Dès ce moment, ce que le possesseur d'argent perd dans la hausse des prix, il le récupère dans le taux de l'intérêt.*

C'est ainsi que le taux de l'intérêt rembourse au capital la perte essuyée dans la hausse générale des prix. Par exemple, si l'on prévoit une hausse annuelle des prix, de 5 % l'an, et que l'intérêt fondamental soit de 3 ou 4 %, le taux de l'intérêt sera, pour l'emprunteur, de 8 ou 9 %, afin de laisser le capital intact. Si le capitaliste prélève, de l'intérêt à 9 ½, les 5 % qui couvrent la hausse des prix, pour les ajouter à son capital, il rend à celui-ci son utilité d'avant la hausse : 105 = 100, c'est-à-dire qu'il se procure avec 105, autant de marchandises que naguère avec 100.

Il ne faudrait donc pas être surpris de constater, après un examen attentif, qu'en Allemagne, durant les 10 ou 15 dernières années avant la guerre de 1914-1918, les capitalistes (à l'exception des propriétaires fonciers) n'aient touché, en dépit de dividendes et d'intérêts généralement élevés, qu'un intérêt net anormalement bas. Dans quelles proportions les prix n'ont-ils pas haussé durant cette période ? 1.000 marks, en 1895, ne représentaient-ils pas autant qu'en 1912 1.500 ou même 2.000 marks ? Si le capitaliste fait son compte, quel bénéfice reste-t-il de ces beaux dividendes ? Que devient ce qu'on appelle « l'accroissement de valeur » ? C'est pourtant ainsi qu'il doit calculer ; car s'il ne s'intéresse qu'au montant nominal, il lui suffira de se rendre au Portugal. Là, de millionnaire qu'il était, il deviendra milliardaire. S'il existe une mauvaise situation, c'est celle des porteurs de titres à intérêts fixes. S'ils vendent ces obligations, ils perdent au cours ; s'ils les conservent, les intérêts leur vaudront de moins en moins de marchandises. Si l'on avait su 15 ans plus tôt, qu'une hausse semblable des prix aurait surgi, le cours des consolidés aurait subi une baisse autrement forte que celle à laquelle on a assisté ; la chute aurait pu atteindre 50 %.

Il est donc évident que lorsqu'on s'attend à une hausse générale des prix, la demande assaille les prêteurs, et les met en mesure d'exiger un taux d'intérêt plus élevé.

La majoration du taux de l'intérêt est donc due à la croyance générale ou dominante à l'imminence de la hausse des prix. Elle repose, en dernière analyse, sur l'espoir des emprunteurs, de pouvoir remplir leurs engagements avec une partie des marchandises à acheter avec l'emprunt. A la hausse des prix, le taux de l'intérêt s'adjoint un élément étranger, qui n'a rien de commun avec l'intérêt du capital ; c'est cet élément que

nous appelons la prime de *hausse*, c'est-à-dire la quote-part du prêteur dans le bénéfice qu'on attend de la hausse.

Il va sans dire que cet élément disparaît de l'intérêt, dès que l'on croit la hausse à son maximum. Car ce n'est pas la majoration des prix en soi, qui pousse à l'achat de marchandises et à l'emprunt, mais la foi dans la hausse à venir. Dès que s'évanouit la croyance à la persistance de la hausse, le désir d'acheter disparaît avec elle. Les fonds retournent à la banque. Dès lors le taux d'intérêt baisse ; la prime de hausse tend à disparaître du taux de l'intérêt. On comprendra que lorsque la baisse générale des prix est en perspective, on ne trouve plus dans le taux de l'intérêt la moindre trace de prime de hausse.

Le niveau de la prime de hausse est naturellement fonction de l'importance de la hausse générale des prix en perspective. Si l'on s'attend à une hausse brusque, rapide et considérable, les demandes auprès des banques augmenteront à l'avenant, et le taux de l'intérêt subira une hausse également brusque, rapide et considérable.

On a vu en Allemagne la perspective d'une hausse générale des prix faire monter le taux de l'intérêt à 7 % ; peu de temps après, la croyance à la baisse faisait retomber le taux à 3 %. La différence est certainement due à la prime de hausse. En Argentine, le taux de l'intérêt atteignit parfois 15 % ; cela se produisait bien entendu, quand l'émission incessante de billets de banque imprimait aux prix une hausse vertigineuse ; ensuite, lorsqu'on commençait à retirer les billets, le taux retombait à 5 %. La prime de hausse avait atteint 10 %. En Californie, il y eut un temps où 2% *par mois* ne constituait pas un taux usuraire. C'est ce que rapporte Henry George. C'était le temps où, en Californie, on découvrait de l'or en masse.

Comme il n'y a pas de limite à la hausse générale des prix (la livre de cerises se vendit à Paris jusqu'à 100 livres en assignats), il n'est pas possible de déterminer la limite de la prime de hausse. On peut aisément se représenter des cas où le taux de l'intérêt ou plutôt la prime de hausse atteindrait 20, 50 et même 100 %. Tout dépend de l'idée que l'on se fait de l'importance de la hausse attendue. Si par exemple la nouvelle se répandait que les glaces de Sibérie recouvrent des gisements d'or d'une abondance inconnue jusqu'à nos jours, et si, confirmant ces bruits, on commençait à parler de cargaisons de métal jaune, il est certain que la passion d'acheter gagnerait tout le monde, et que les demandes de fonds atteindraient des chiffres inouïs. Cette découverte d'or aurait pour conséquence de faire monter le taux de l'intérêt à un niveau qu'il n'a jamais atteint. Naturellement, la prime de hausse ne pourrait jamais atteindre le taux complet de la hausse prévue ; sans quoi le bénéfice attendu serait d'avance mangé par l'escompte. La prime de hausse serrera le surplus d'autant plus près, que la hausse générale des prix paraîtra plus fondée et plus certaine (1).

(1) Vers la fin de la grande inflation allemande de 1923, on payait 100 % d'intérêt par jour, de sorte que le capital doublait quotidiennement.

On a vu divers Etats décréter, sous la pression des *créanciers*, des lois tendant à ramener les prix des marchandises à un niveau antérieur plus bas (par le retrait des billets que la banque centrale avait émis en trop grande quantité ; par la démonétisation du métal argent, etc.). Il y a quelques années, il existait encore en Argentine une loi visant à ramener le niveau général des prix de 3 à 1.

Si un pays quelconque décidait, sous la pression des *débiteurs*, de faire au contraire, monter progressivement les prix des marchandises par une augmentation continuelle de la circulation monétaire de telle façon qu'on puisse tabler avec précision sur une hausse annuelle de 10 % pour la moyenne générale des prix, devant la certitude de cette majoration, la prime de hausse tendrait nettement vers 10 %.

Pour expliquer la plupart des phénomènes relatifs à l'intérêt, il est indispensable de considérer la prime de hausse comme un élément spécial du taux.

Sinon, comment expliquer, par exemple, la simultanéité habituelle de la hausse du taux de l'intérêt, et de l'accroissement des dépôts en caisse d'épargne, sans rejeter la thèse selon laquelle l'intérêt est soustrait du revenu du travail ?

La décomposition de l'intérêt brut, en intérêt net, prime de risque (*Risikoprämie*) et prime de hausse (*Hausseprämie*), explique cette contradiction apparente de la manière la plus satisfaisante. Dans le taux de l'intérêt, seul l'intérêt net du capital provient du produit du travail ; la prime de hausse s'annule par la hausse des prix des marchandises. Par conséquent, l'ouvrier, dont le salaire suit également le mouvement ascendant, n'est pas atteint par la hausse du taux de l'intérêt. Il paie des prix plus chers, et touche un salaire majoré à l'avenant. Cela se balance. L'emprunteur paie un taux d'intérêt plus élevé, et obtient des prix augmentés d'autant ; cela s'équilibre aussi. Le capitaliste retrouve son argent avili, mais l'intérêt a crû en proportion ; cela se compense encore. Il ne reste plus qu'à expliquer l'accroissement des dépôts des épargnants. Celui-ci s'explique par le fait qu'en période de hausse générale des prix, à la marée montante des affaires, l'occasion de travailler ne manque à personne.

Ce n'est donc pas le taux de l'intérêt net, mais celui de l'intérêt brut, qui augmente en même temps que les *versements en caisse d'épargne*.

8. L'intérêt net du capital, grandeur immuable.

Nous venons de montrer que, aussi longtemps qu'une hausse est en vue (durant la marée montante des affaires, appelée « conjoncture ascendante »), le taux de l'intérêt accueille à côté de ses deux premiers éléments : l'intérêt du capital et la prime de risque (assurance),

un troisième élément : la prime de hausse ou quote-part du prêteur dans la hausse des prix prévus. Il en résulte que si nous voulons étudier les variations de *l'intérêt du capital*, ce serait une erreur que de comparer tout bonnement les *taux* pratiqués aux diverses époques. Cette méthode mènerait à des conclusions aussi erronées, que la méthode qui consisterait à comparer les salaires à diverses époques, sans tenir compte des prix des marchandises durant ces mêmes époques.

Mais comme, ainsi que nous l'avons remarqué, la prime de hausse ne fait son apparition qu'en même temps que la hausse générale des prix, et disparaît avec elle, nous pouvons supposer que, durant les nombreuses périodes de baisse mentionnées dans l'histoire, le taux de l'intérêt ne comprend que l'intérêt du capital et éventuellement la prime de risque. Le taux d'intérêt pratiqué à ces époques se prête donc parfaitement à l'étude des mouvements de l'intérêt du capital (1).

Une période bien connue de baisse générale et continuelle des prix, fut celle qui va d'un siècle avant Jésus-Christ jusque vers l'an 1400 (2). Durant cette longue période la circulation monétaire se limita à l'or et à l'argent métalliques, les billets et les jetons n'étant pas encore connus en Europe. D'autre part les sources de ces métaux, notamment les mines d'argent d'Espagne, étaient épuisées. L'or légué par l'antiquité était gêné dans sa circulation par l'interdiction (souvent inefficace d'ailleurs) de l'intérêt, et se perdait peu à peu. La baisse générale des prix est donc fondée sur des faits généralement admis, et n'est contestée nulle part.

Dans l'ouvrage de *Gustav Billeter* « Die Geschichte des Zinsfusses im griechisch-römischen Altertum bis auf Justinian » (Histoire du taux de l'intérêt dans l'antiquité gréco-romaine jusqu'à Justinien) on trouve les indications que voici :

P. 163 : « A Rome, nous trouvons déjà fixés du temps de Sylla (82-79 avant Jésus-Christ) les types actuels : de 4 à 6 %. »

P. 164 : « Cicéron écrit vers la fin de l'année 62 : Les gens solvables, d'un crédit solide, obtiennent de l'argent en abondance à 6 %. » Et Billeter d'ajouter : « Ceci trahit déjà une tendance à la baisse ; effectivement, nous ne tarderons pas à rencontrer un taux plus bas.»

P. 167 : « Durant la guerre (vers l'an 29) l'intérêt atteignit 12 %. Même les gens les plus solvables devaient payer ce taux. De 4 ou 6 % l'intérêt avait donc monté à 12 %. Mais l'on revit bientôt les 4 % d'autrefois. »

(1) En temps de hausse des prix, le taux de l'intérêt se compose de l'intérêt fondamental et de la prime annuelle de hausse ; en temps de baisse il est égal à l'intérêt fondamental, moins le taux annuel de la chute des prix. La supposition selon laquelle le taux de l'intérêt est égal en temps de baisse, à l'intérêt fondamental n'est vraie qu'approximativement [IX].

(2) La France, l'Italie et l'Espagne, pays où le titre des monnaie fut réduit par ce que l'on a coutume d'appeler le faux monnayage, constituent ici une exception.

(Ce taux de 12 % *en temps de guerre* s'explique aisément par la hausse considérable de la prime de risque. Il faut également tenir compte de la possibilité d'une hausse accidentelle, en dépit de la pénurie générale d'argent ; dans ce cas le taux de l'intérêt comprenait également une prime de hausse. Un changement dans la vitesse de la circulation monétaire, provoqué par exemple par une nouvelle législation en matière d'intérêt, suffirait déjà pour expliquer le fait.)

P. 180 : L'empire romain avant Justinien : « Pour des placements de tout repos, le taux va de 3 à 15 % ; 3 % est exceptionnel, c'est visiblement le taux le plus bas, même dans les placements ayant le caractère d'une rente. 15 % est tout à fait exceptionnel ; 12 % l'est moins mais n'est pas encore typique ; 10 % est isolé. Le *vrai type* se trouve entre 4 et 6 %. Entre ces deux taux, il convient de noter que les conditions de temps et de lieu ne jouent aucun rôle déterminant ; c'est la nature du placement qui détermine le taux : 4 % est un taux réduit, 6 % est coutumier ; 5 % le taux moyen, est pratiqué pour les très bons placements, c'est le taux ordinaire pour les affaires offrant une sécurité normale. Le taux officiel varie également de 4 à 6 % (il n'est jamais de 12) ; la base de capitalisation est 4 % et 3 1/2 % »

P. 314 : L'époque de Justinien (527-565) : « Tirons les conclusions. Nous voyons que, dans des circonstances spéciales, le taux de capitalisation peut monter jusqu'à 8 % ou baisser jusqu'à 2 % ou 3 %. Dans les conditions ordinaires, 5 % nous apparaît normal, quoiqu'un peu forcé ; 6 et 7 % semblent pratiqués assez généralement mais sont toujours considérés comme onéreux, de sorte que ce taux ne peut être considéré comme la moyenne habituelle. C'est donc entre un peu moins de 5 % et 6 % qu'il convient de situer le taux moyen de l'intérêt. »

Les investigations de Billeter s'arrêtent là. Résumons les données qu'il a fournies.

Du temps de Sylla (82-79 av. J.-C.) on payait de 4 à 6 %. A l'époque de Cicéron (62 av. J.-C.) on trouvait à 6 % de l'argent en abondance. Après une courte interruption provoquée par la guerre (29 av. J.-C.) l'ancien taux de 4 % se rétablit. Sous l'empire, jusqu'à Justinien on comptait habituellement de 4 à 6 %. Sous le règne de Justinien (527-565) le taux était en moyenne de 5 ou 6 %.

Que signifient ces chiffres ? Que pendant une période de 600 ans, le taux de l'intérêt resta le même que celui que nous pratiquons aujourd'hui, après un millénaire et demi. De 4 à 6 ½ %, le taux d'alors dépassait peut-être quelque peu celui d'aujourd'hui ; mais la différence revient sans doute à la prime de risque. Pendant l'antiquité et le moyen âge, la prime de risque fut, à n'en pas douter, plus importante que de nos jours, où l'Eglise, les coutumes et les lois ont pris l'intérêt sous leur protection.

Ces chiffres prouvent que l'intérêt est indépendant des circonstances économiques, politiques et sociales. Ils infligent un démenti cinglant aux diverses théories de l'intérêt et notamment à la théorie de la productivité, la seule qui eût encore les apparences pour elle. Si on paye pour des moyens modernes de travail, comme les batteuses à vapeur, les lieuses automatiques, les fusils automatiques, les explosifs, etc., le même intérêt que pour la faucille, le fléau, l'arbalète et le coin d'il y a 2.000 ans, qu'on ne vienne pas nous dire que ce qui détermine l'intérêt, c'est l'utilité, la productivité des moyens de travail (des moyens de production).

Ces chiffres signifient que l'intérêt doit son existence à des circonstances qui ont exercé leur influence avec une force exactement égale, il y a 2.000 ans, et ce, pendant une période de 600 ans. Quelles sont ces circonstances, ces forces, ces choses ? Pas une seule des théories connues à ce jour ne nous donne la moindre indication utile à la solution de ce problème.

Il est regrettable que les recherches de Billeter s'arrêtent à Justinien ; sur l'époque qui suit, il n'existe que je sache, aucune recherche digne de foi, avant Christophe Colomb. Il serait d'ailleurs difficile de trouver dans cet intervalle des indications sûres, du moins pour les pays chrétiens, où l'on prit des mesures de plus en plus sévères contre l'intérêt, et où la pénurie toujours croissante de métaux monnayables réduisit continuellement le mouvement de l'argent et le commerce. A partir de 1400, le titre des monnaies subit des réductions considérables, et il n'est plus possible de distinguer dans le taux, l'intérêt net du capital. Ici Billeter aurait dû combiner ses recherches avec des statistiques de prix, afin d'éliminer du taux de l'intérêt la prime éventuelle de hausse.

(Si le pape Clément V put, au Concile de Vienne (1311), menacer d'excommunication les pouvoirs temporels auteurs de décrets favorables à l'intérêt, cela prouve à quel point le commerce était faible et combien le prêt était rare. Il était possible au pape de frapper avec sévérité quelques pécheurs isolés ; si le commerce avait été actif et si la transgression de cette interdiction s'était vue tous les jours, le pape n'aurait pas osé lancer d'anathème. La preuve en est, qu'à mesure que le commerce s'est développé, l'opposition de l'Eglise a faibli.)

L'intérêt net du capital est une grandeur immuable ; voilà la vraie loi d'airain. Toutes les recherches relatives à l'intérêt le prouveront, à condition de tenir compte de la répercussion du mouvement des prix sur le taux de l'intérêt (prime de hausse). Si nous avions eu pendant 2.000 ans un niveau des prix invariable, le taux de l'intérêt se serait maintenu invariablement entre 3 et 4 %.

L'invention des jetons au xv^{e} siècle — qui eut sur les prix une influence aussi grande que la monnaie papier — et la mise en exploitation des mines d'argent du Harz, d'Autriche et de Hongrie fourni-

rent un sang nouveau à la vie économique de bien des pays. La découverte de l'Amérique inaugura le grand bouleversement des prix des XVI^e et XVII^e siècles. Les prix haussaient sans arrêt et le taux de l'intérêt était grevé d'une lourde prime de hausse. Il ne faut donc pas s'étonner de voir durant toute cette période l'intérêt atteindre un taux très élevé.

Le livre d'Adam Smith « Recherches sur la nature de la richesse » (Inquiry into the nature of wealth) fournit les chiffres que voici : en 1546 la limite légale du taux de l'intérêt était 10 % ; ce décret fut renouvelé en 1566 par Elisabeth, et le taux de 10 % fut admis par la loi jusqu'en 1624.

A cette époque le bouleversement des prix avait pris fin ; après l'écluse de la hausse générale, les prix voguaient maintenant sur un canal tranquille. Ce changement eut sa répercussion sur l'intérêt ; car en 1624, l'intérêt passa à 8 %, puis, peu après le rétablissement des Stuart (1660), il fut réduit à 6 %, puis à 5 % en 1715.

« Ces décrets semblent tous avoir suivi les mouvements du taux sur le marché libre, et non les avoir précédés. » Ainsi s'exprime Adam Smith.

A partir de la reine Anne (1703/14), il semble que 5 % soit plutôt au-dessus qu'au-dessous du « market rate » (du taux du marché). C'était naturel : la hausse des prix était terminée à cette époque, et le taux de l'intérêt ne consistait plus qu'en intérêt du capital et en prime de risque ; c'est-à-dire qu'il ne représentait plus que l'intérêt net, plus le taux d'assurance.

« Avant la dernière guerre, dit Smith, l'Etat empruntait à 3 %, et les gens dignes de confiance de la capitale ainsi que de bien d'autres parties du pays, payaient 3 1/2, 4 et 4 1/2 % ».

Nous retrouvons donc exactement les mêmes taux qu'aujourd'hui.

Faut-il encore d'autres preuves que l'intérêt net du capital obéit à une loi d'airain, qu'il ne peut baisser en deçà de 3 %, ni hausser au delà de 4 ou 5 %, que les fluctuations de taux de l'intérêt ne sont pas imputables à l'intérêt fondamental ? Dans les temps modernes, quand donc le taux de l'intérêt a-t-il haussé ? Ce fut toujours en même temps que les prix, et seulement avec eux. Après les découvertes d'or en Californie, le taux de l'intérêt monta si haut que les grands propriétaires fonciers allemands endettés se lamentaient, en dépit de la hausse des céréales. La hausse des céréales était absorbée par l'accroissement des revendication salariales. A l'épuisement des mines, les prix tombèrent, ainsi que le taux d'intérêt. Ensuite vinrent les milliards de l'indemnité de guerre payée par la France ; hausse des prix, hausse du

taux. Puis, le grand krach de 1873 ; le taux fléchit. Pendant les deux périodes de hausse qui vont de 1897 à 1900 et de 1904 à 1907, le taux de l'intérêt monta lui aussi ; après quoi les prix subirent une baisse générale durant laquelle l'intérêt fut à un taux réduit. Actuellement les prix montent de nouveau lentement, et le taux également. Bref, si l'on soustrait partout du taux de l'intérêt la prime de hausse correspondant à la hausse générale des prix, il reste pour l'intérêt une grandeur immuable, rigide comme l'airain.

Pourquoi l'intérêt ne tombe-t-il jamais plus bas que 3 % ; pourquoi ne baisse-t-il jamais jusqu'à zéro, ne fût-ce qu'un moment, un jour par an, un an par siècle, un siècle en l'espace de deux millénaires ?

La réponse a été fournie dans ce livre.

***

Je ne suis pas au bout de mon latin. Mais je termine. Les derniers feux du couchant se reflètent encore dans l'encre humide du point final, et déjà, mille questionneurs m'assaillent. Cent volumes gros comme celui-ci ne suffiraient pas pour les satisfaire ; aussi dois-je renoncer à leur répondre à chacun en particulier. Pour moi, il ne pouvait être question que de fournir les formules permettant de résoudre d'une manière uniforme et n'impliquant aucune contradiction tous les problèmes d'économie politique pouvant se présenter. Jusqu'ici, jamais une seule question ne m'a été posée qui ne pût trouver dans le cadre de ces formules une réponse satisfaisante.

Celui qui, malgré tout, éprouve des difficultés devra commencer par se demander s'il n'appartient pas à cette classe nombreuse des bourgeois qui ont coutume de déclarer : Je hais les conflits, j'ai horreur de la guerre, de la guerre civile comme de la guerre entre nations. Je brûle d'amour pour la paix, et je n'imagine rien de plus beau que de *pouvoir, dans la paix sociale et mondiale, vivre des rentes que produisent mon argent et mes terres.*

A ces braves gens, je suis navré de devoir répondre : Quand vous m'aurez posé mille questions et que je vous y aurai répondu de la manière la plus satisfaisante, vous reprendrez du début. *Car vous cherchez une issue qui n'existe pas.* Tout ce que je pourrais vous dire ne servirait à rien. Des désirs personnels, incompatibles avec la nature des choses, déforment votre jugement. Un instinct de conservation orienté à l'encontre du sens critique vous empêche de résoudre les problèmes que vous vous posez. Songez au jeune homme à qui Jésus dit : Si tu

veux me suivre, partage tes biens entre les pauvres. Ce jeune homme se retourna et pleura. Car il était très riche.

Evidemment. Qui n'aimerait jouir des délices de la paix sociale et internationale tout en vivant de l'intérêt de ses capitaux ? Mais ceux qui ont compris que cet espoir est une chimère que seuls les naïfs peuvent caresser, parce que la rente et la guerre sont sœurs jumelles, ceux qui se trouvent devant cette alternative : ou bien la rente et la guerre, ou bien le travail récompensé et la paix, ceux-là, s'ils sont épris de paix et de justice, sauront de quel côté de la barricade est leur place. Ils sont faits pour comprendre cette nouvelle doctrine économique et pour résoudre toutes les questions qui pourraient se poser en chemin. C'est à eux que ce livre s'adresse et les réformes qu'il propose, *eux*, malgré toutes les violences, les réaliseront.